
Etude sur la situation des Entreprises japonaises implantées en Afrique (Exercice financier 2018)

Janvier 2019

Organisation Japonaise du Commerce Extérieur (JETRO)

Département des études internationales

Service du Moyen-Orient et de l'Afrique

Points sur lesquels a porté notre enquête cette année

● Conclusions principales de l'étude	3		
● Conclusions principales de l'étude et profil des entreprises ayant répondu	4		
● Pays concernés par l'étude	5		
1. Prévision des résultats d'exploitation et perspectives futures	6		
(1) Résultats d'exploitation 2018 (estimation) (par pays et par branches)	7		
(2) Résultats d'exploitation 2018 (estimation) (évolution de la proportion des entreprises excédentaires dans les principaux pays)	8		
(3) Evolution des prévisions des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente)	9		
(4) Perspective des profits commerciaux (par rapport à l'année précédente) (par pays et par branches)	10		
(5) Raisons expliquant « l'amélioration » des prévisions des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente)	11		
(6) Raisons expliquant la « détérioration » des prévisions des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente)	12		
(7) Tendances du développement commercial sur 1 ou 2 ans (par pays, raisons de l'extension)	13		
(8) Évolution de l'effectif du personnel local et japonais expatrié	14 à 16		
2. Modification de la conjoncture économique en Afrique	17		
(1) Raison de la présence d'une succursale en Afrique :	18		
(2) Secteurs commerciaux prometteurs	19		
(3) Attraits de l'investissement :	20		
(4) Risques liés à l'investissement	21		
(5) Utilisation des ALE/unions douanières	22		
(6) ALE/unions douanières utilisées	23		
(7) Pour référence : le développement en Afrique des communautés économiques régionales et de l'intégration économique	24		
(8) Pays les plus attractifs	25 à 27		
		3. Coopération et concurrence avec les entreprises des pays tiers et attentes envers les aides du gouvernement japonais	28
		(1) Coopération avec les entreprises des pays tiers :	29
		(2) Concurrence avec les entreprises des pays tiers :	30 à 31
		(3) Aides du gouvernement japonais aux entreprises japonaises	32

Conclusions principales de l'étude

Les entreprises chinoises sont arrivées pour la première fois en tête du classement des principaux concurrents sur les marchés africains

22,9% des entreprises japonaises les désignent à présent comme leur concurrent principal, contre seulement 3,7% en 2007.

1 【Prévision des résultats d'exploitation et perspectives futures】

Environ la moitié des entreprises restent bénéficiaires, 60% d'entre elles envisagent d'étendre leurs activités. Les attentes envers les perspectives et le potentiel de croissance du marché sont grandes.

2 【Modification de l'environnement économique】

La transition des activités liées à l'exploitation des ressources naturelles et aux aides publiques au développement (APD), vers celles ciblant la demande privée, se précise. L'intérêt pour les nouvelles industries est en augmentation.

3 【Attentes envers les aides du gouvernement】

76% des entreprises japonaises implantées demandent le renforcement du soutien aux affaires apporté par le gouvernement japonais

Conclusions principales de l'étude et profil des entreprises ayant répondu

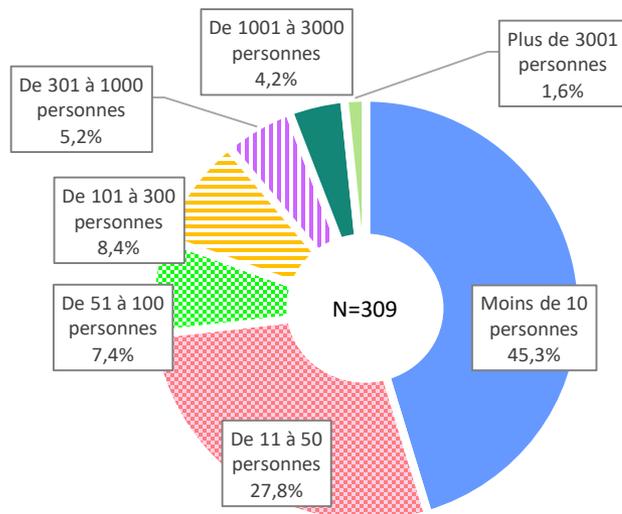
« Etude sur la situation des entreprises japonaises implantées en Afrique 2018 »

- ◆ Période : Du 7/09 au 19/10/2018
- ◆ Ratio des réponses valides 79,1%
(24 pays concernés; 310 entreprises sur 392 ont répondu)
Rem : Les détails figurent sur la page suivante

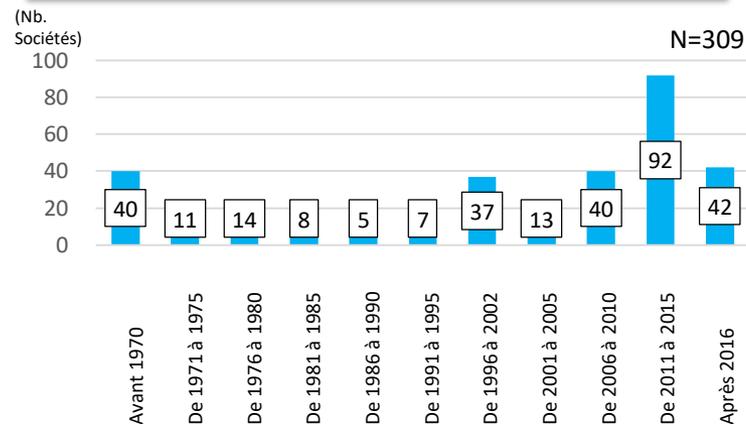
Objet de l'étude : Entreprises japonaises installées en Afrique

* Les entreprises bénéficiant de financements d'une entreprise japonaise sont concernées par l'étude, quel que soit le taux d'investissement ou la présence ou non de personnel japonais expatrié en poste

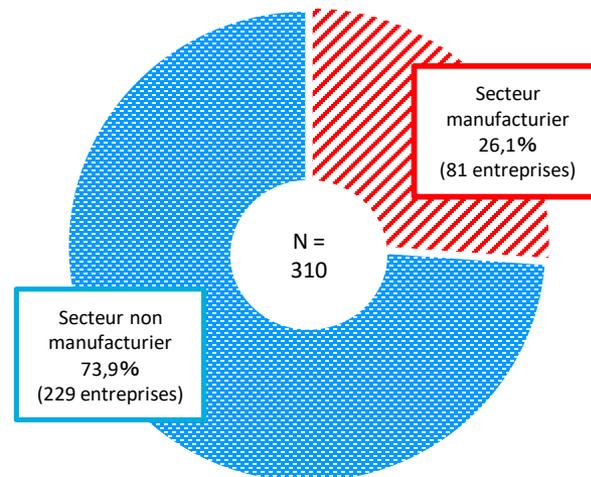
Nombre d'employés : la majorité des entreprises ont un effectif réduit



Année d'implantation : plus de 40 entreprises se sont implantées ces 3 dernières années



Secteur d'activité : le quart des entreprises ayant répondu appartient au secteur manufacturier



24 pays concernés par l'étude, participation de 310 entreprises

	Nombre d'entreprises interrogées	Nombre d'entreprises ayant répondu		Taux de réponses valides
		Nombre de réponses valides (dont secteur manufacturier)	%	
Total	392	310(81)	100.0	79.1
Afrique du Nord	97	68(18)	21.9	70.1
Égypte	49	35(9)	11.3	71.4
Maroc	33	25(7)	8.1	75.8
Algérie	9	6(1)	1.9	66.7
Tunisie	6	2(1)	0.6	33.3
Afrique de l'Ouest	48	41(13)	13.2	85.4
Nigéria	22	21(9)	6.8	95.5
Ghana	12	11(3)	3.5	91.7
Côte d'Ivoire	9	5(1)	1.6	55.6
Sénégal	4	4(0)	1.3	100.0
Burkina Faso	1	0(0)	0.0	0.0
Afrique de l'Est	80	62(15)	20.0	77.5
Kenya	42	33(6)	10.6	78.6
Tanzanie	13	9(2)	2.9	69.2
Ethiopie	9	7(3)	2.3	77.8
Ouganda	8	7(3)	2.3	87.5
Rwanda	8	6(1)	1.9	75.0
Afrique australe	167	139(35)	44.8	83.2
Rép d'Afrique du Sud	120	96(28)	31.0	80.0
Mozambique	19	18(2)	5.8	94.7
Zambie	10	10(3)	3.2	100.0
Angola	6	5(1)	1.6	83.3
Madagascar	5	5(0)	1.6	100.0
Malawi	2	2(1)	0.6	100.0
Maurice	2	2(0)	0.6	100.0
Zimbabwe	1	1(0)	0.3	100.0
Botswana	1	0(0)	0.0	0.0
Namibie	1	0(0)	0.0	0.0

Note 1 : le taux de réponses, indiqué en pourcentage (%), est arrondi à la 1re décimale, ce qui explique que le total ne soit pas toujours égal à 100%.

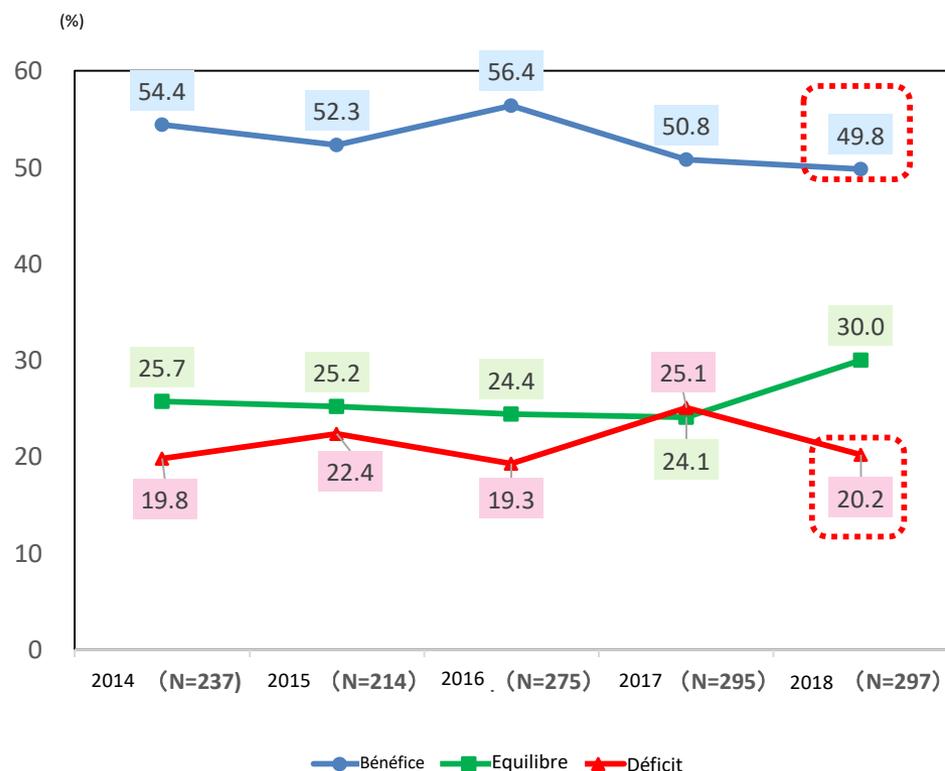
Note 2 : la lettre N indique, dans ce rapport, le nombre de réponses valides (échantillon).

1. Prévision des résultats d'exploitation et perspectives

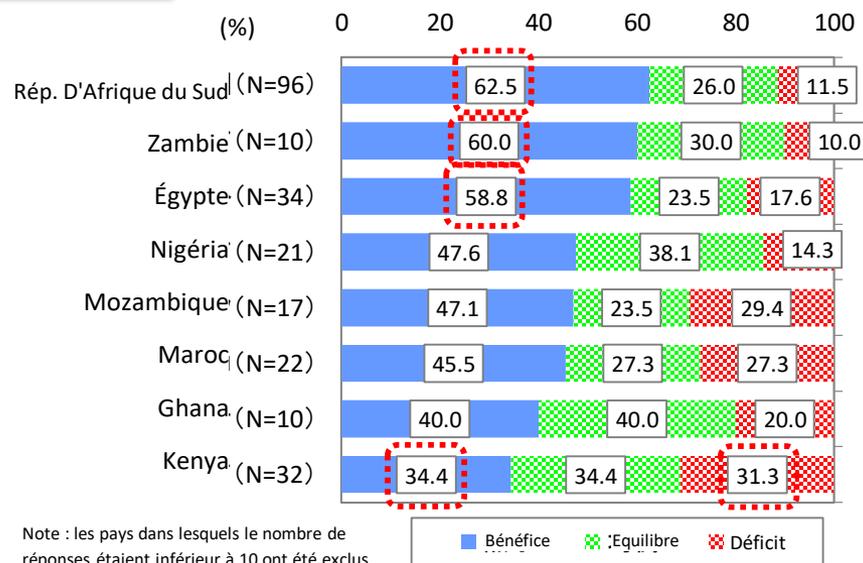
Estimation des résultats d'exploitations 2018 : L'Afrique du Sud continue d'avoir de bons résultats. La Zambie et l'Égypte présentent un excédent pour 60% des entreprises.

- Si la proportion d'entreprises ayant répondu avoir un résultat d'exploitation positif a légèrement diminué par rapport à l'année précédente, cette proportion se maintient à 50%. Le pourcentage des entreprises ayant répondu avoir subi des pertes a diminué de 5 points par rapport à l'année précédente.
- L'Afrique du Sud, la Zambie et l'Égypte sont des environnements favorables, avec 60 % des entreprises qui y réalisent des bénéfices.
- Bien que pour le Kenya, le pourcentage d'entreprises ayant réalisé des bénéfices ait augmenté par rapport à l'année précédente (31 % contre 25 % en 2017), le contexte demeure morose. La proportion des entreprises ayant subi des pertes est un peu plus élevée que dans les autres pays.

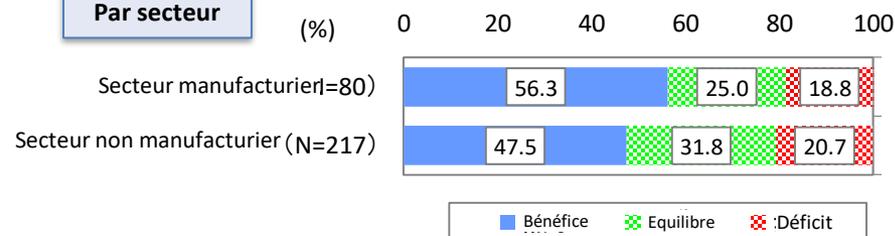
Résultats d'exploitation 2018 (estimation)



Par pays



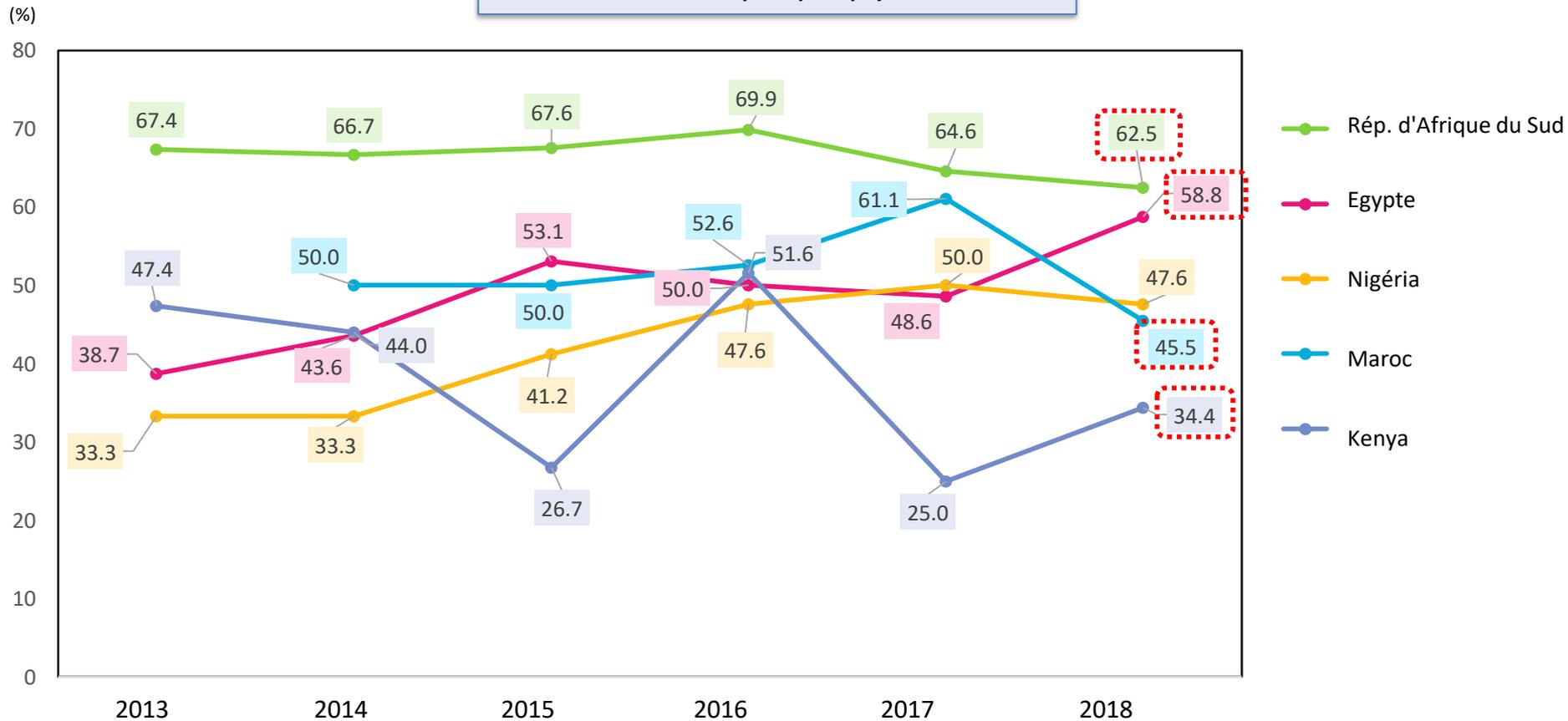
Par secteur



Résultats d'exploitation 2018 (estimation) (2):

- Si on observe la proportion d'entreprises générant du profit, on voit que plus de 60 % des entreprises génèrent des bénéfices avec constance en Afrique du Sud.
- La part des entreprises générant du profit est la plus élevée de ces cinq dernières années en Égypte. Au Kenya, le nombre des entreprises excédentaires a augmenté par rapport à l'année précédente.
- Au Maroc, la tendance à la croissance s'est inversée et le nombre des entreprises excédentaires a fortement diminué.

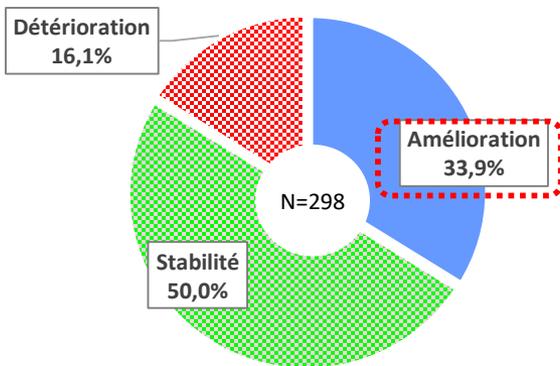
Evolution de la proportion des entreprises excédentaires dans les principaux pays



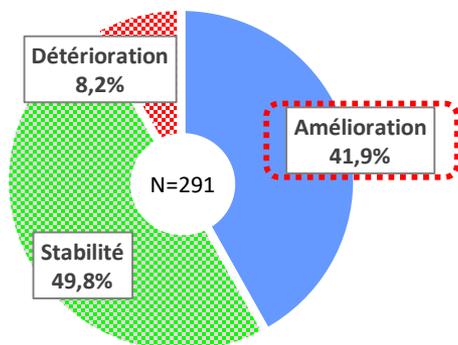
Perspective des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente) (1) : les perspectives de détérioration pour 2019 sont en net recul.

- La proportion des entreprises ayant répondu que leurs prévisions de résultats d'exploitation « vont s'améliorer » en 2018 par rapport à l'année précédente était de 33,9%.
- Par contre, pour 2019, cette proportion a augmenté à 41,9%, laissant présager des conditions favorables.
- Les perspectives de détérioration des affaires pour 2019 sont en net recul, à 8,2 %, atteignant le niveau le plus bas de ces 5 dernières années.

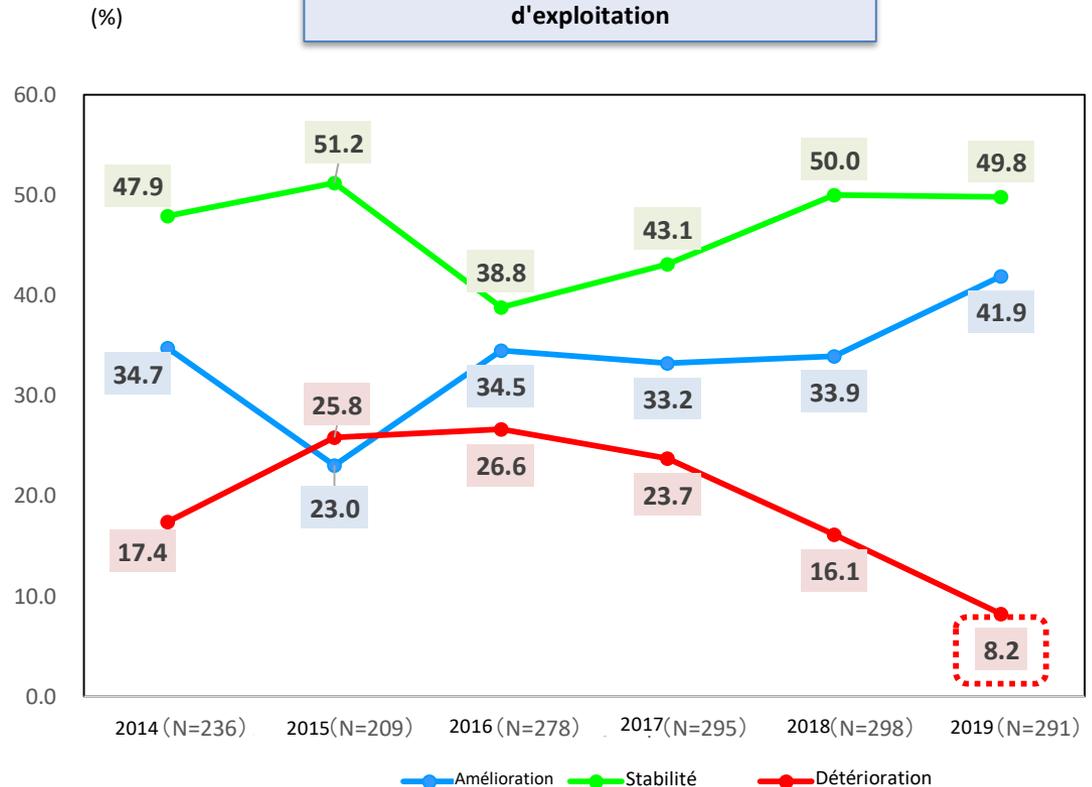
Estimation des résultats d'exploitation 2018 (par rapport à 2017)



Résultats d'exploitation 2019 (prévision)



Évolution de l'estimation des résultats d'exploitation



Note : Il s'agit d'une estimation de 2015 à 2018, et d'une prévision pour 2019.

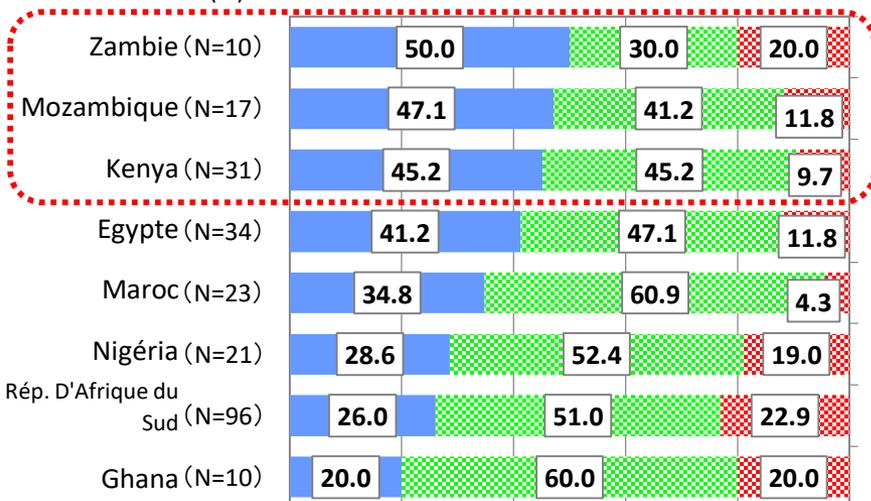
Prévision des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente) (2) : données par pays et par secteurs

- Une majorité d'entreprises ont répondu que leurs résultats d'exploitation allaient « s'améliorer » pour 2018 en Zambie, au Mozambique et au Kenya, tandis que la même réponse a été obtenue pour 2019 au Kenya, en Égypte et au Maroc.

Estimation des résultats d'exploitation 2018 (Par rapport à 2017)

Par pays

(%) 0 20 40 60 80 100

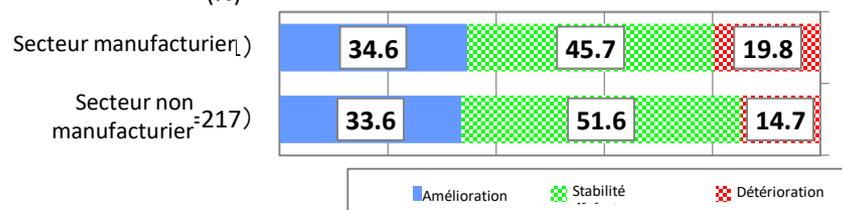


Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses étaient inférieur à 10 ont été exclus.

Amélioration Stabilité Détérioration

Par secteur

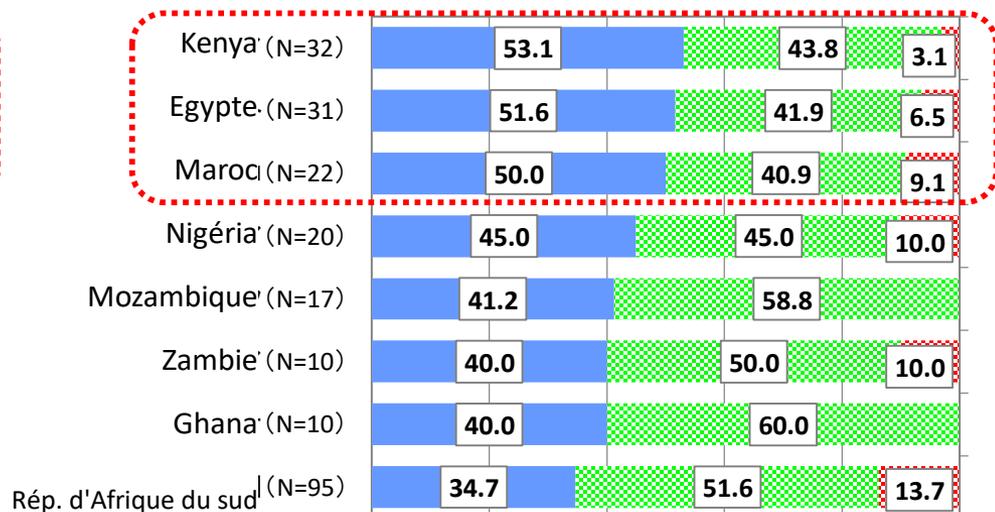
(%) 0 20 40 60 80 100



Amélioration Stabilité Détérioration

Résultats d'exploitation 2019 (prévision)

(%) 0 20 40 60 80 100

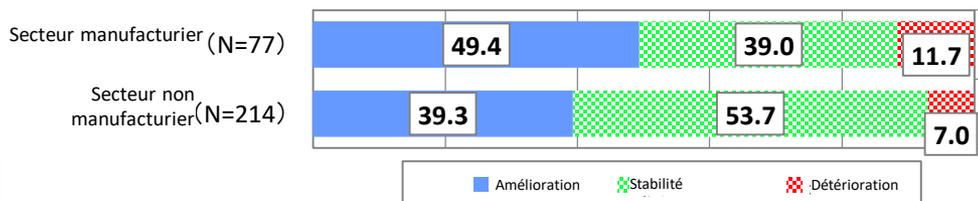


Rép. d'Afrique du sud (N=95)

lesquels le nombre de réponses étaient inférieur à 10 ont été exclus.

Amélioration Stabilité Détérioration

(%) 0 20 40 60 80 100

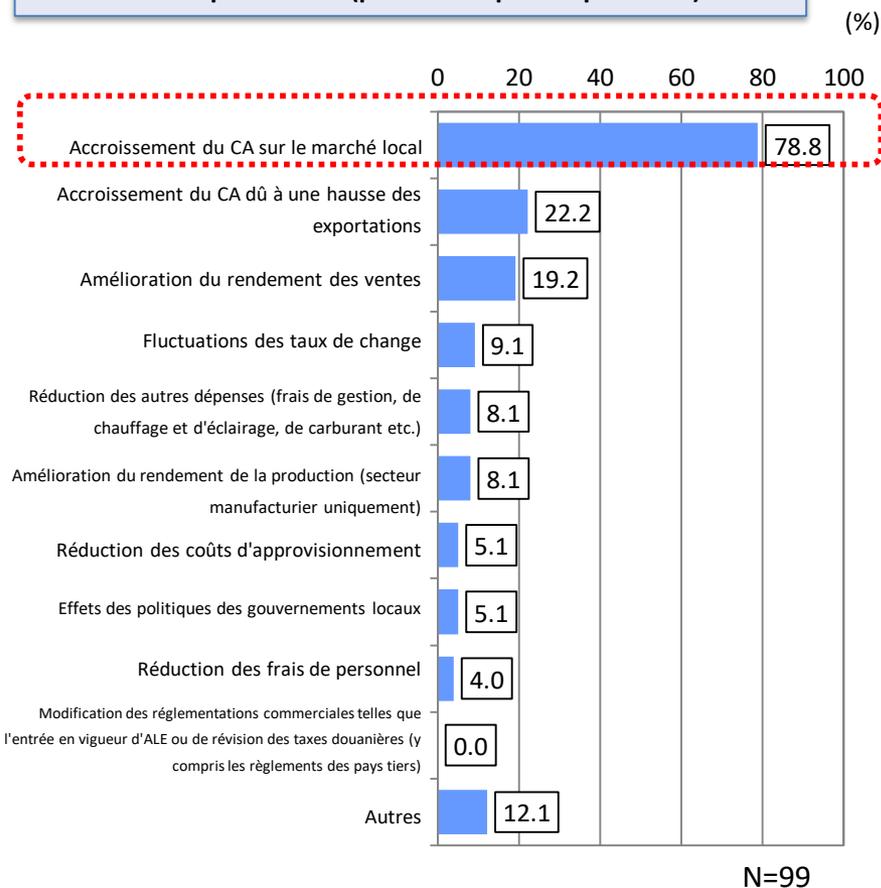


Amélioration Stabilité Détérioration

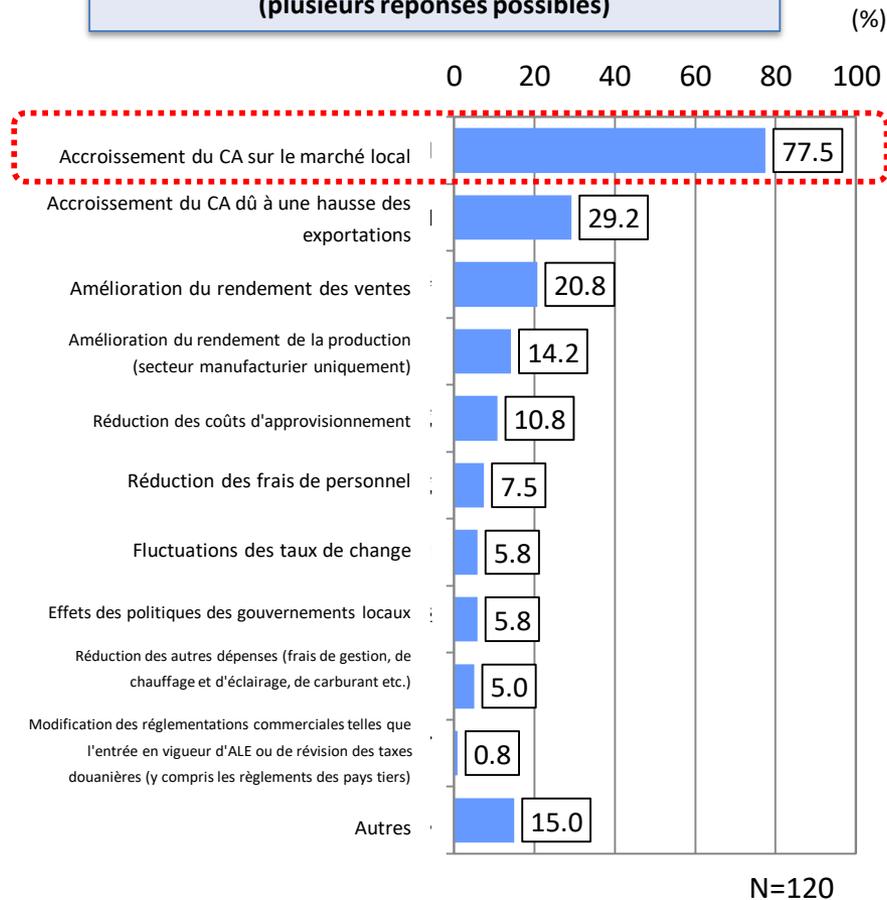
Prévision des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente) (3) : raisons expliquant l'amélioration

- La plus grande cause de l'amélioration des résultats d'exploitation est, comme l'année précédente, « l'augmentation des ventes sur le marché local ».
- La proportion de ce facteur d'amélioration est également élevée en 2019, ce qui montre un espoir de reprise du marché local.

Résultats d'exploitation 2018 (estimation)
Raison expliquant l'amélioration du résultat par rapport à l'année précédente (plusieurs réponses possibles)

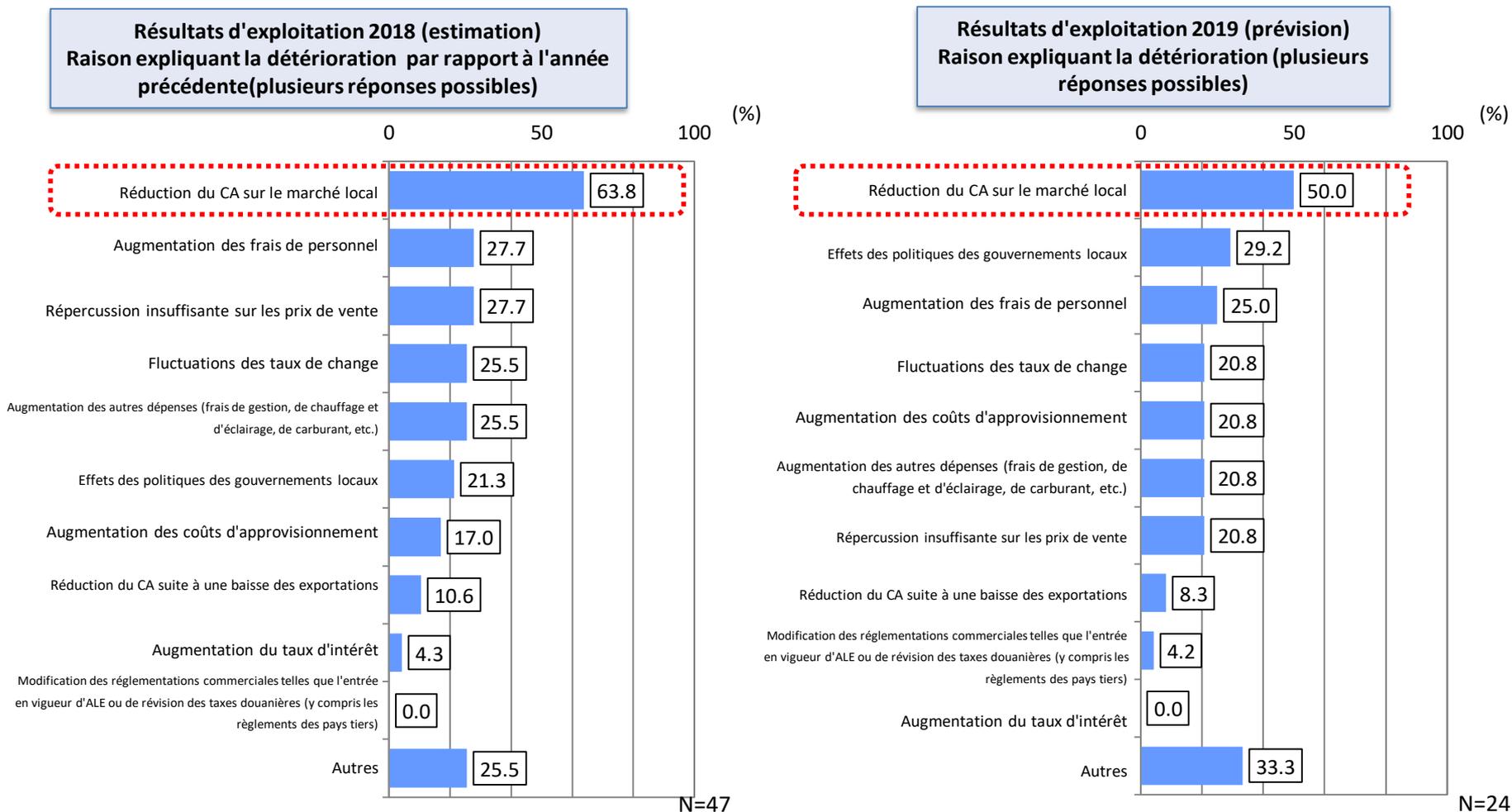


Résultats d'exploitation 2019 (prévision)
Raison expliquant l'amélioration du résultat 2017 (plusieurs réponses possibles)



Prévision des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente) (4) : raisons expliquant la détérioration

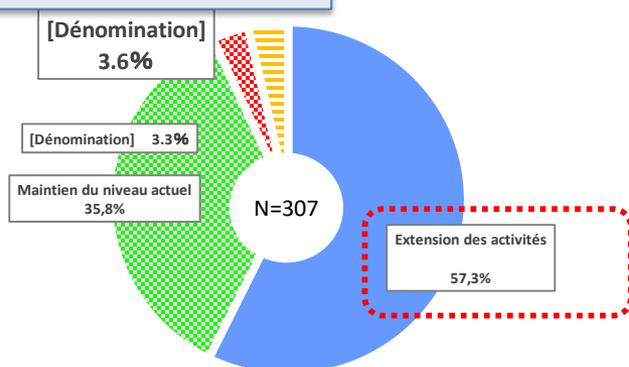
- Le plus grand facteur ayant un impact négatif sur la prévision des résultats d'exploitation en 2018 comme en 2019 était « la diminution des ventes sur le marché local ».
- Cependant, ce pourcentage a diminué de plus de 10 points en 2019, et certaines entreprises estiment que la diminution des ventes sera de moindre envergure.



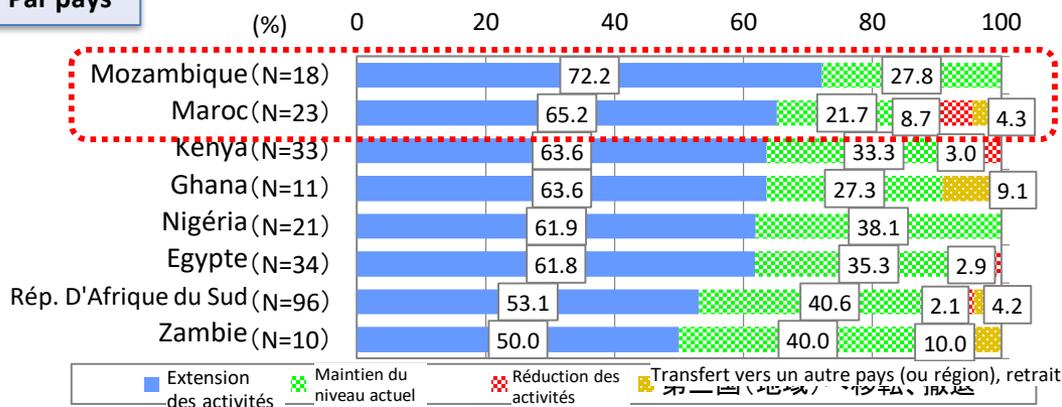
Perspectives : Environ 60 % des entreprises souhaitent étendre leurs activités

- Près de 60 % des entreprises ont répondu prévoir « étendre » leur activité dans un délai d'un ou deux ans. Pour l'ensemble de l'Afrique, ce taux a dépassé 50 % pour la cinquième année consécutive.
- Plus de 90 % des entreprises envisagent d'étendre ou de maintenir leur niveau d'activité actuel, et pensent continuer à s'investir activement dans les affaires africaines.
- La proportion des entreprises envisageant d'étendre leur activité était particulièrement importante au Mozambique et au Maroc.

Tendances du développement commercial d'ici un ou deux ans

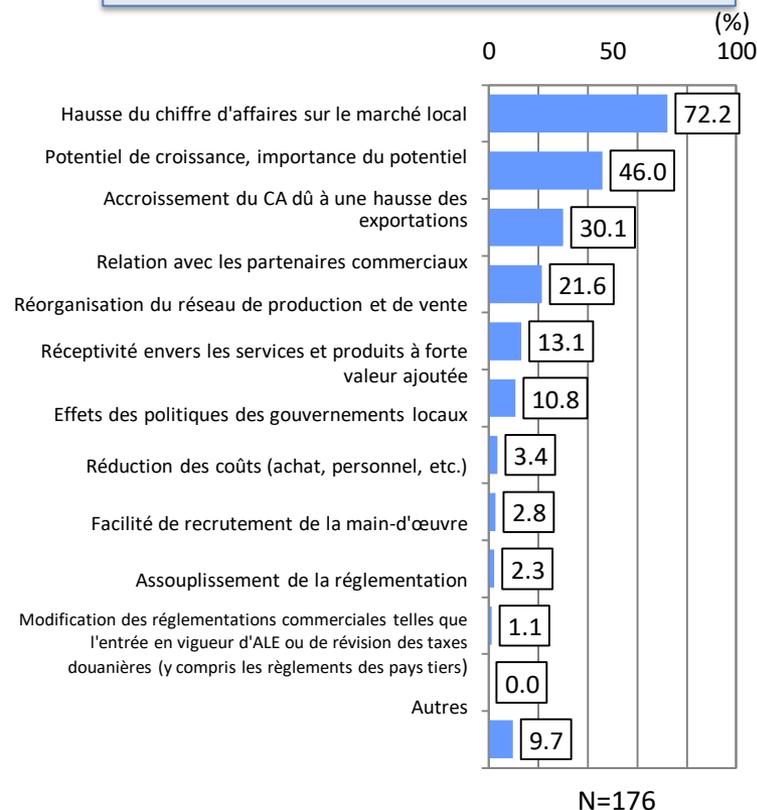


Par pays



Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses étaient inférieur à 10 ont été exclus.

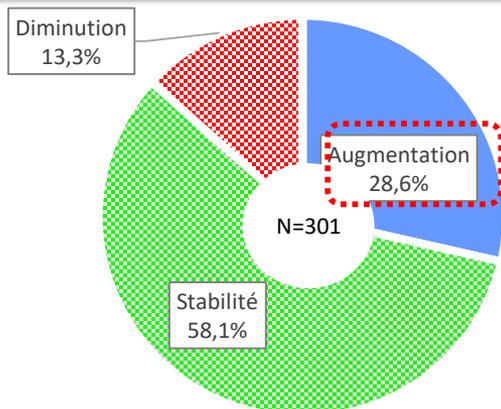
Raison expliquant l'extension de l'activité (plusieurs réponses possibles)



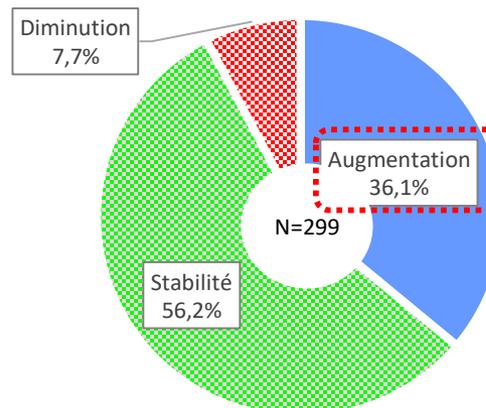
Nombre d'employés (1) : Un peu moins de 40 % des entreprises prévoient une augmentation de leur personnel local

- Un peu moins de 30 % des entreprises ont « augmenté » l'effectif de leur personnel local pendant la dernière année. Un peu moins de 40 % des entreprises envisagent d'« augmenter » l'effectif de leur personnel, faisant présager une croissance comme l'année précédente. Concernant le personnel japonais expatrié, les réponses les plus nombreuses étaient « stables » ; il n'y a donc pas eu de grandes modifications de leur effectif.

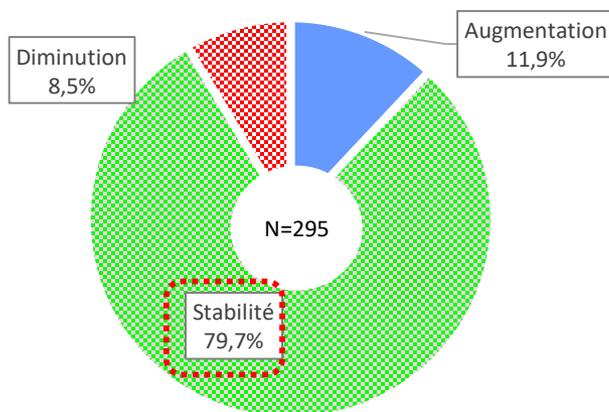
Personnel local : évolution sur la dernière année



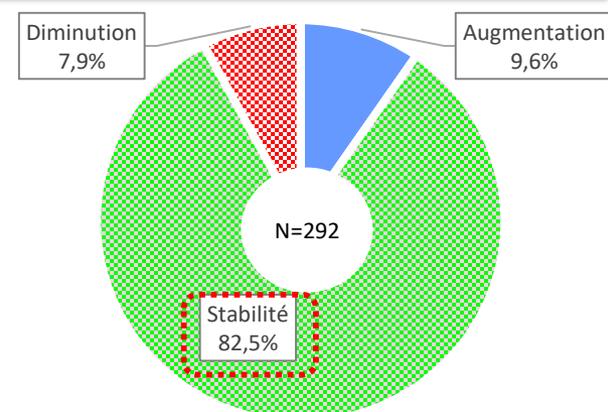
Personnel local : prévisions



Personnel japonais expatrié : évolution sur la dernière année



Personnel japonais expatrié : prévisions

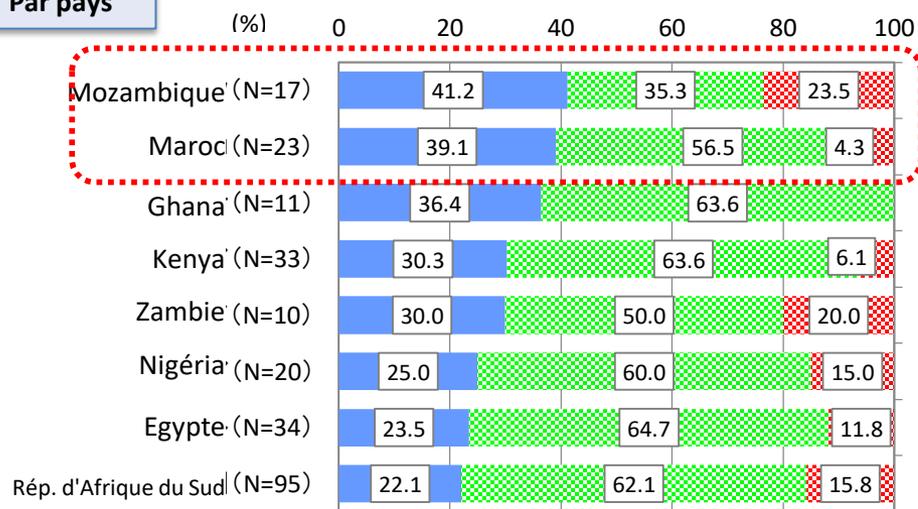


Nombre d'employés (2) : données par pays et secteurs (personnel local)

- Environ 40 % des entreprises ont augmenté l'effectif de leur personnel local au Mozambique et au Maroc **au cours de** l'année passée.
- Environ 50 à 60 % des entreprises envisagent une augmentation de l'effectif de leur personnel local au Kenya, au Mozambique et au Maroc.

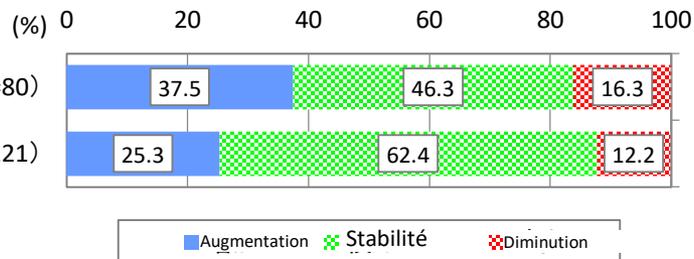
Personnel local : évolution sur la dernière année

Par pays

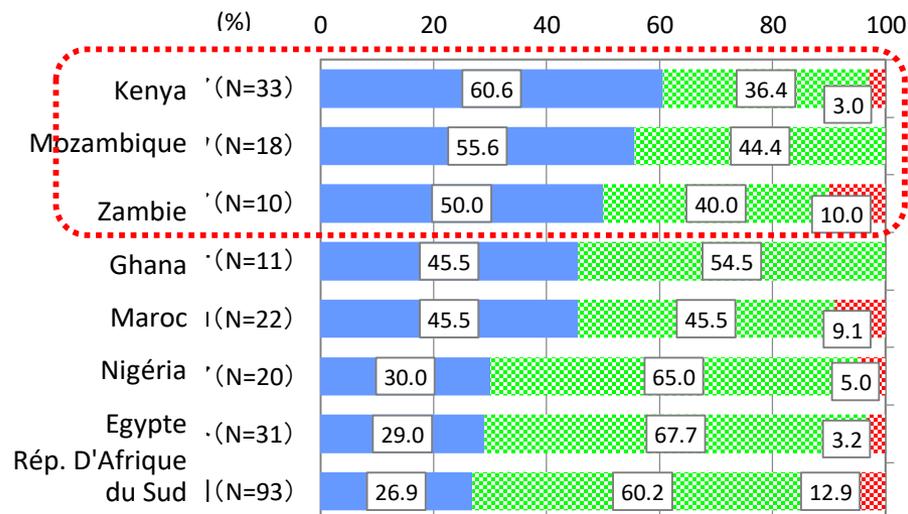


Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses étaient inférieur à 10 ont été exclus.

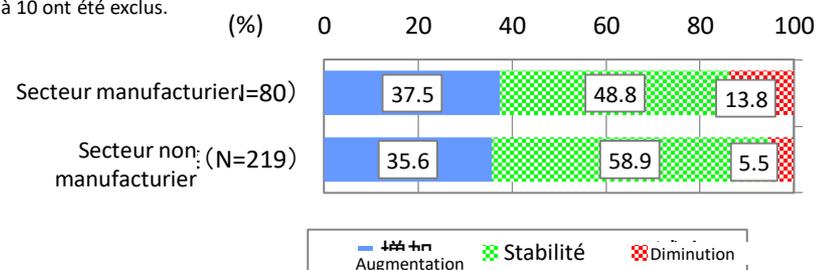
Par secteur



Personnel local : prévisions



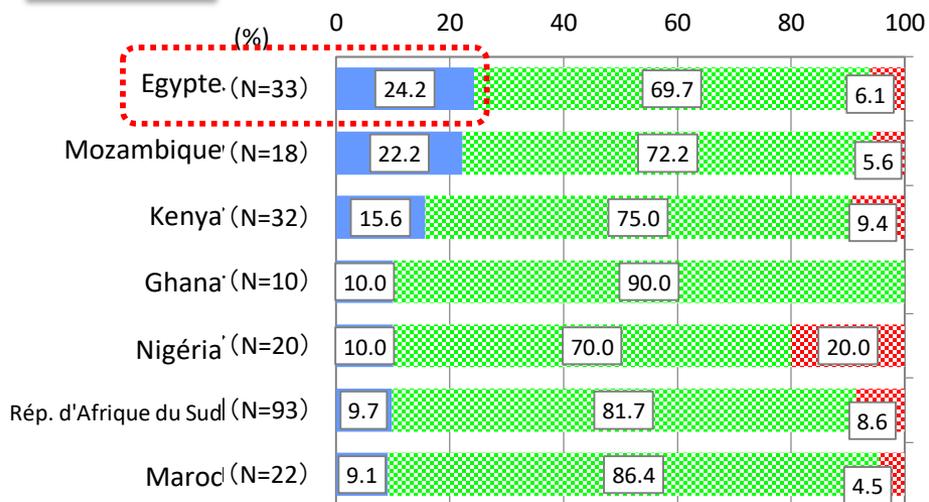
Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses étaient inférieur à 10 ont été exclus.



Nombre d'employés (3) : données par pays et par secteurs (personnel japonais expatrié)

Personnel japonais expatrié : évolution sur la dernière année

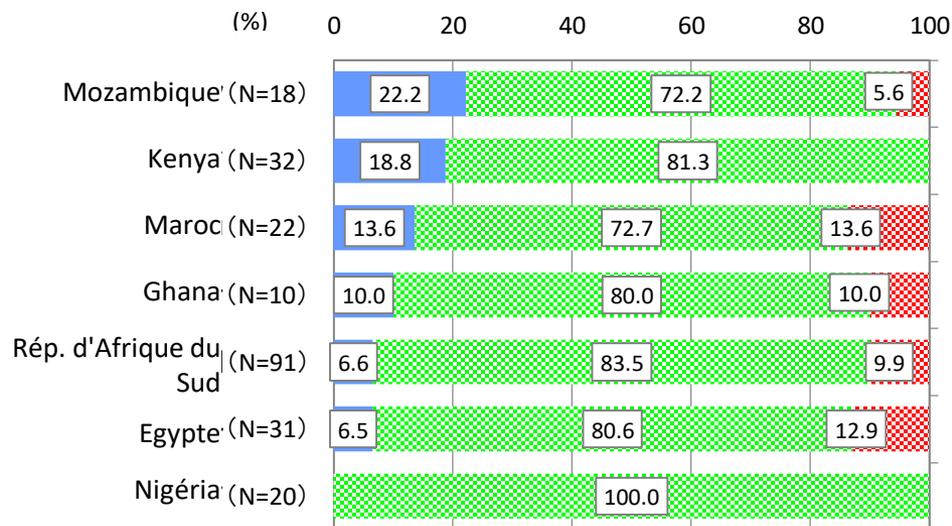
Par pays



Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses étaient inférieur à 10 ont été exclus.

Augmentation Stabilité Diminution

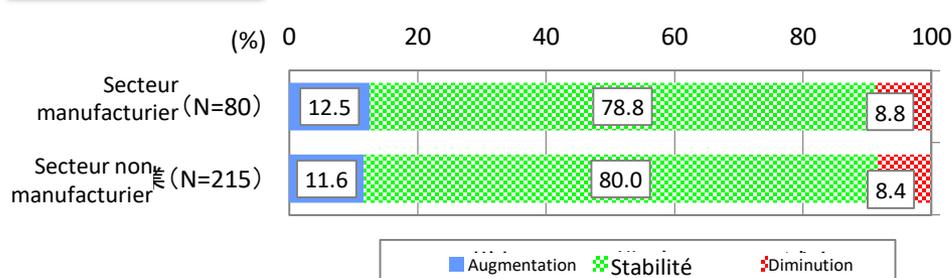
Personnel japonais expatrié : prévisions



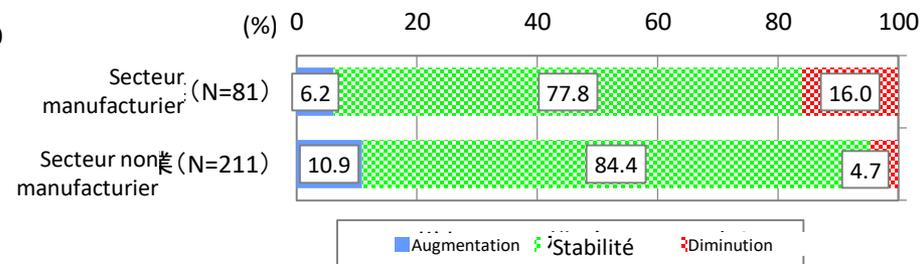
Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses étaient inférieur à 10 ont été exclus.

Augmentation Stabilité Diminution

Par secteur



Augmentation Stabilité Diminution



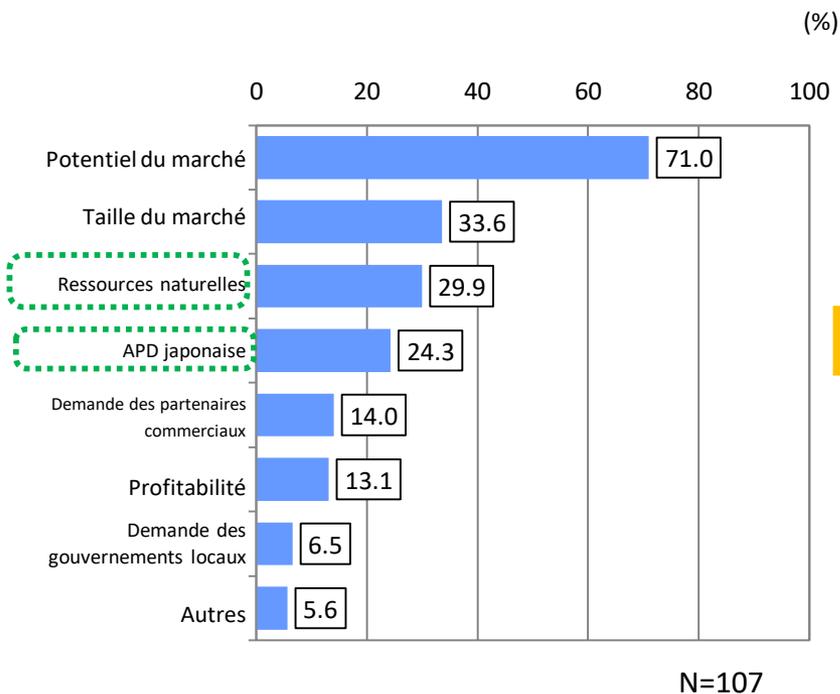
Augmentation Stabilité Diminution

2. Evolution du modèle commercial en Afrique

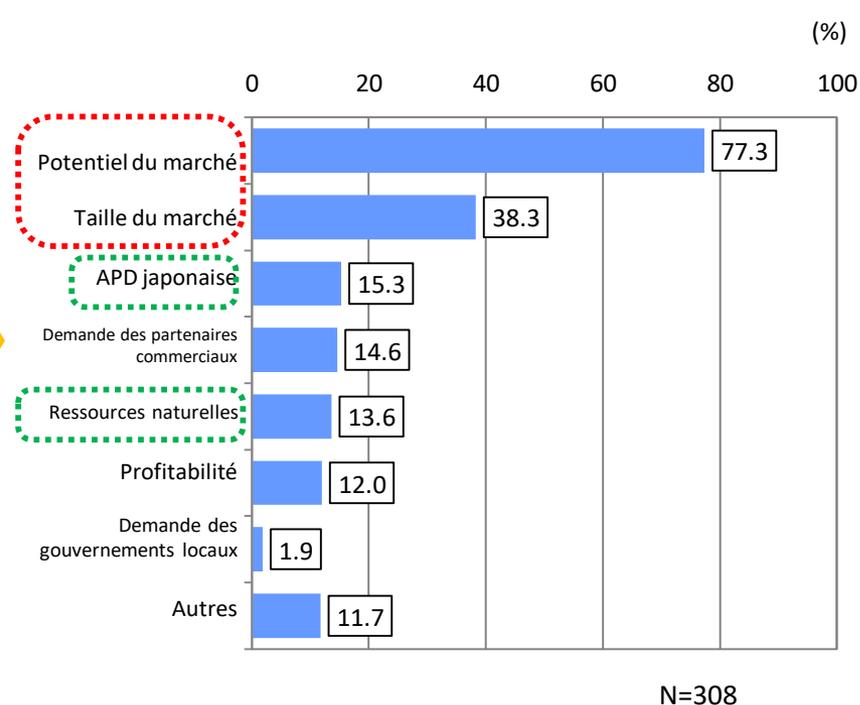
Raison de la présence d'une succursale en Afrique : un changement d'objectif : des APD et ressources naturelles vers la demande privée

- Concernant les raisons de l'implantation, la proportion des entreprises ayant répondu « ressources naturelles » ou « APD japonaise » a fortement diminué.
- Le nombre des entreprises invoquant « le potentiel du marché » ou « la taille du marché », indiquant implicitement un ciblage de la demande privée, a augmenté.
- Ceci est le reflet de l'augmentation actuelle du nombre d'entreprises cherchant à trouver de nouveaux débouchés sur les marchés africains qu'ils considèrent comme prometteurs.

Référence : Etude 2007
(plusieurs réponses possibles)



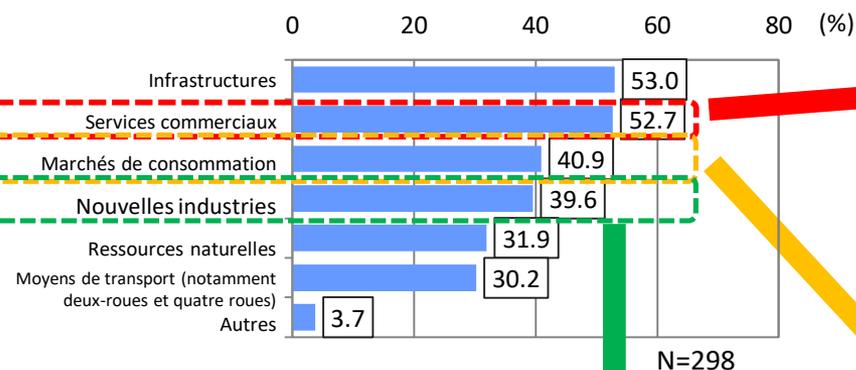
Etude 2018
(plusieurs réponses possibles)



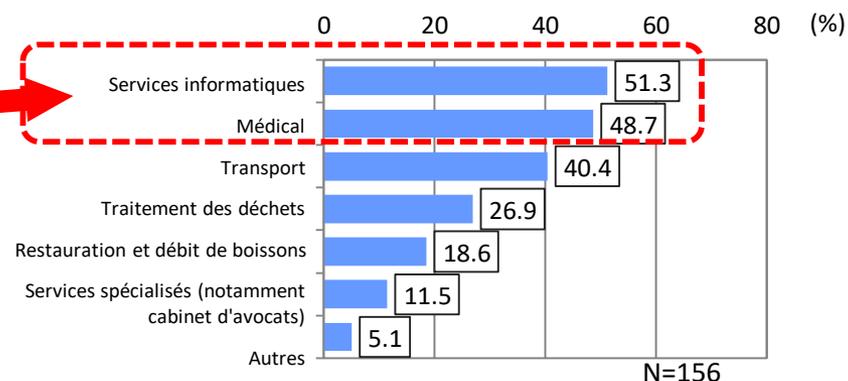
Secteurs prometteurs : biens de consommation et nouvelles industries en plus des infrastructures et des services

- Plus de la moitié des entreprises ont répondu qu'ils considèrent comme prometteur les secteurs des infrastructures et des services.
- Ensuite, environ 40 % des entreprises ayant répondu s'intéressent également aux biens de consommation et aux nouvelles industries.
- Parmi les entreprises considérant comme prometteur le marché des biens de consommation, environ 50 % portent leur attention sur les produits destinés aux nourrissons, aux enfants et aux femmes.
- Pour les nouvelles industries, une très forte attention est portée notamment sur l'IoT, la technologie financière ou le commerce électronique.

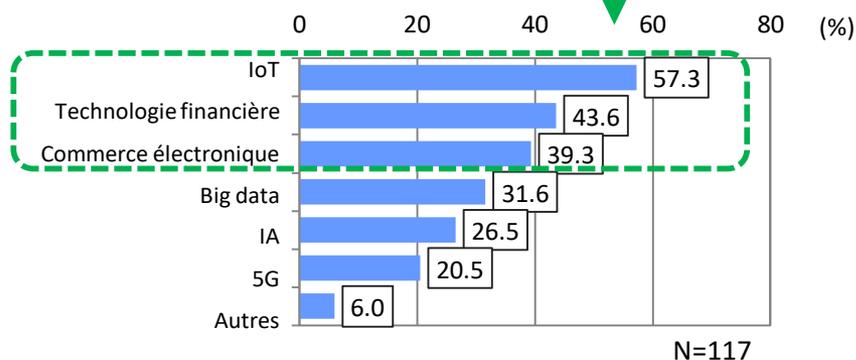
Domaines des affaires considérés comme prometteurs (plusieurs réponses possibles)



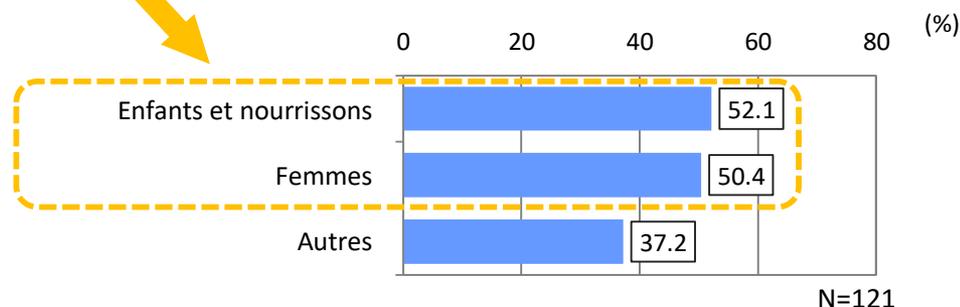
Secteurs concrets (plusieurs réponses possibles)



Secteurs concrets (plusieurs réponses possibles)



Secteurs concrets (plusieurs réponses possibles)

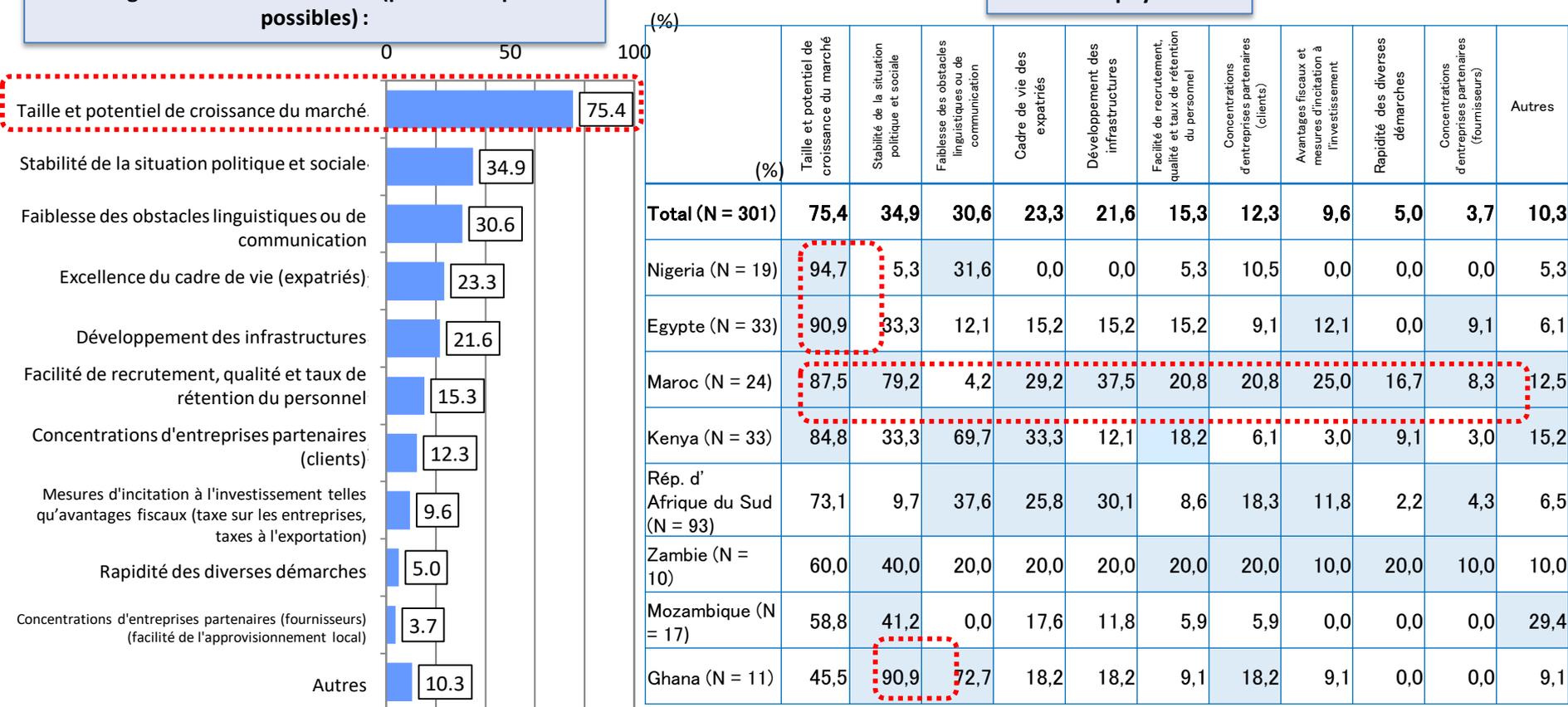


Attraits de l'investissement : de grands espoirs quant à « la taille et le potentiel de croissance du marché ».

- Les 3/4 des entreprises ont répondu que « la taille et le potentiel de croissance du marché » étaient des atouts. Pour le Nigeria et l'Égypte cette proportion dépassait les 90 %.
- Pour le Maroc, pays francophone, toutes les rubriques sont supérieures à la moyenne, excepté l'aspect linguistique.
- « La situation politique et sociale » est évaluée avec de grandes disparités en fonction des pays. Celle-ci est évaluée favorablement au Maroc et au Ghana.

Avantages liés à l'investissement (plusieurs réponses possibles) :

Par pays



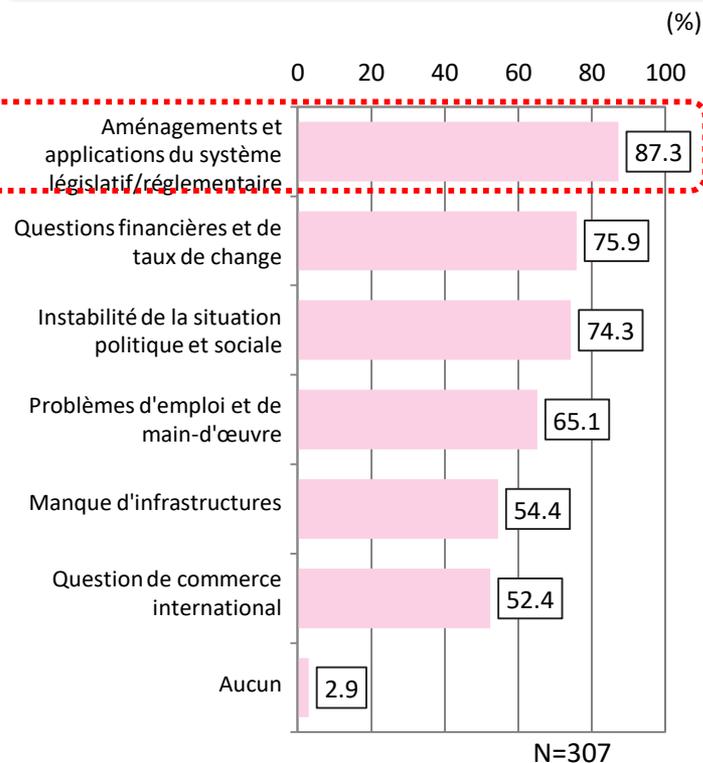
N=301

Note 1 : les parties ombrées en bleu correspondent au pourcentage supérieur à la moyenne (ensemble). Note 2 : les pays dans lesquels le nombre de réponses était inférieur à 10 ont été exclus.

Risques liés à l'investissement en Afrique : Les plus grands risques sont « l'aménagement et l'application du système règlementaire et juridique »

- Les plus grands risques continuent d'être « l'aménagement et l'application du système règlementaire et judiciaire » Environ 90 % des entreprises considèrent ces aspects problématiques.
- Pour le Maroc, l'ensemble de ces risques est inférieur à la moyenne. On remarque notamment que les entreprises considérant « la situation politique et sociale » comme un risque sont particulièrement peu nombreuses comparativement à celles d'autres pays.

Risques liés à l'investissement (plusieurs réponses possibles) :



Par pays

(%)	Aménagement et l'application du système législatif/réglementaire	Question de finances et de taux de change	Instabilité de la situation politique et sociale	Problèmes d'emploi et de main-d'œuvre	Manque d'infrastructures	Mécanisme de commerce international	Aucun
Total (N = 307)	87,3	75,9	74,3	65,1	54,4	52,4	2,9
Mozambique (N = 18)	100	88,9	72,2	83,3	83,3	72,2	0,0
Zambie (N = 10)	100	80,0	80,0	70,0	80,0	70,0	0,0
Nigeria (N = 21)	95,2	85,7	85,7	57,1	85,7	57,1	0,0
Kenya (N = 33)	90,9	54,5	81,8	69,7	63,6	48,5	3,0
Ghana (N = 11)	90,9	90,9	36,4	63,6	63,6	54,5	9,1
Rép. d'Afrique du Sud (N = 95)	83,2	78,9	88,4	76,8	37,9	40,0	2,1
Egypte (N = 34)	79,4	76,5	85,3	50,0	47,1	47,1	0,0
Maroc (N = 24)	79,2	45,8	12,5	25,0	20,8	50,0	8,3

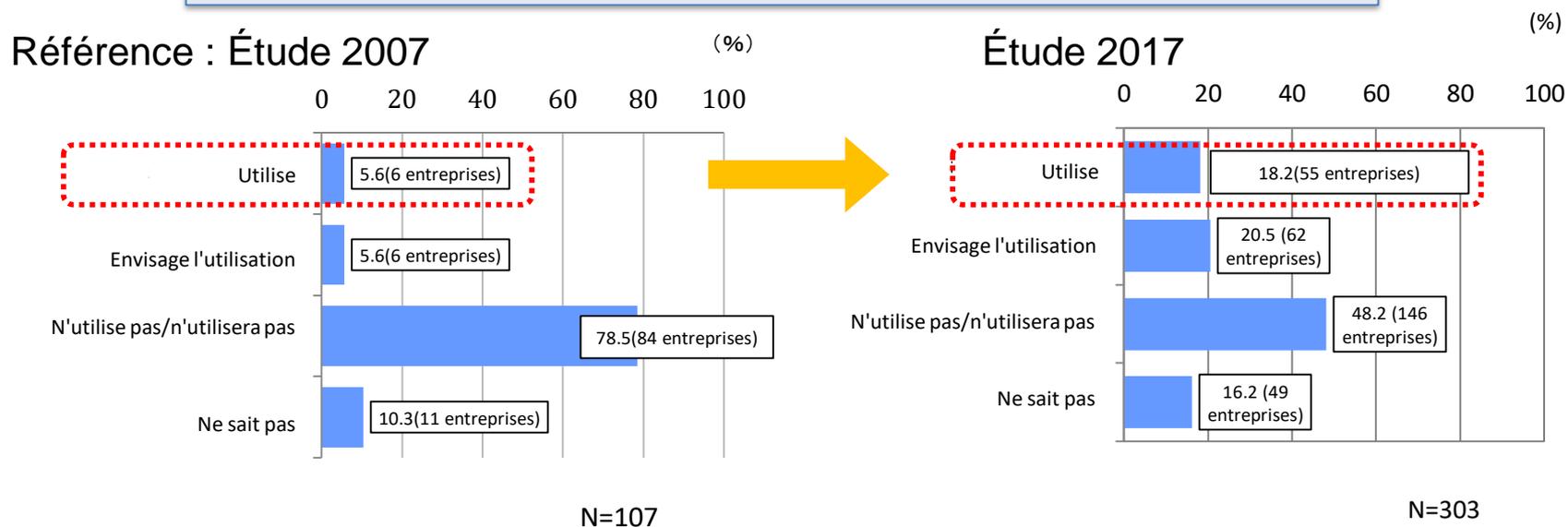
Note 1 : les parties ombrées en rouge correspondent au pourcentage supérieur à la moyenne (ensemble).

Note 2 : les pays dans lesquels le nombre de réponses était inférieur à 10 ont été exclus.

Utilisation des ALE/union douanières (1) : suite au développement des ALE régionaux, le nombre d'entreprises y ayant recours a augmenté

- Le nombre d'entreprises ayant recours aux ALE régionaux augmente constamment, notamment au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)
- Nous pouvons voir ces dernières années un mouvement d'amplification de la libéralisation des échanges. Un accord en vue de la création de la zone de Libre Echange Continentale (ZLEC) entre les 55 pays et régions membres de l'Union africaine (UA) a été signé en mars 2018 par 44 pays.
- Par ailleurs, il y a également un mouvement favorable à la signature d'ALE ou d'APE. L'ALE entre l'UE et la communauté de développement d'Afrique australe (SADC) est entré en vigueur en février 2018.

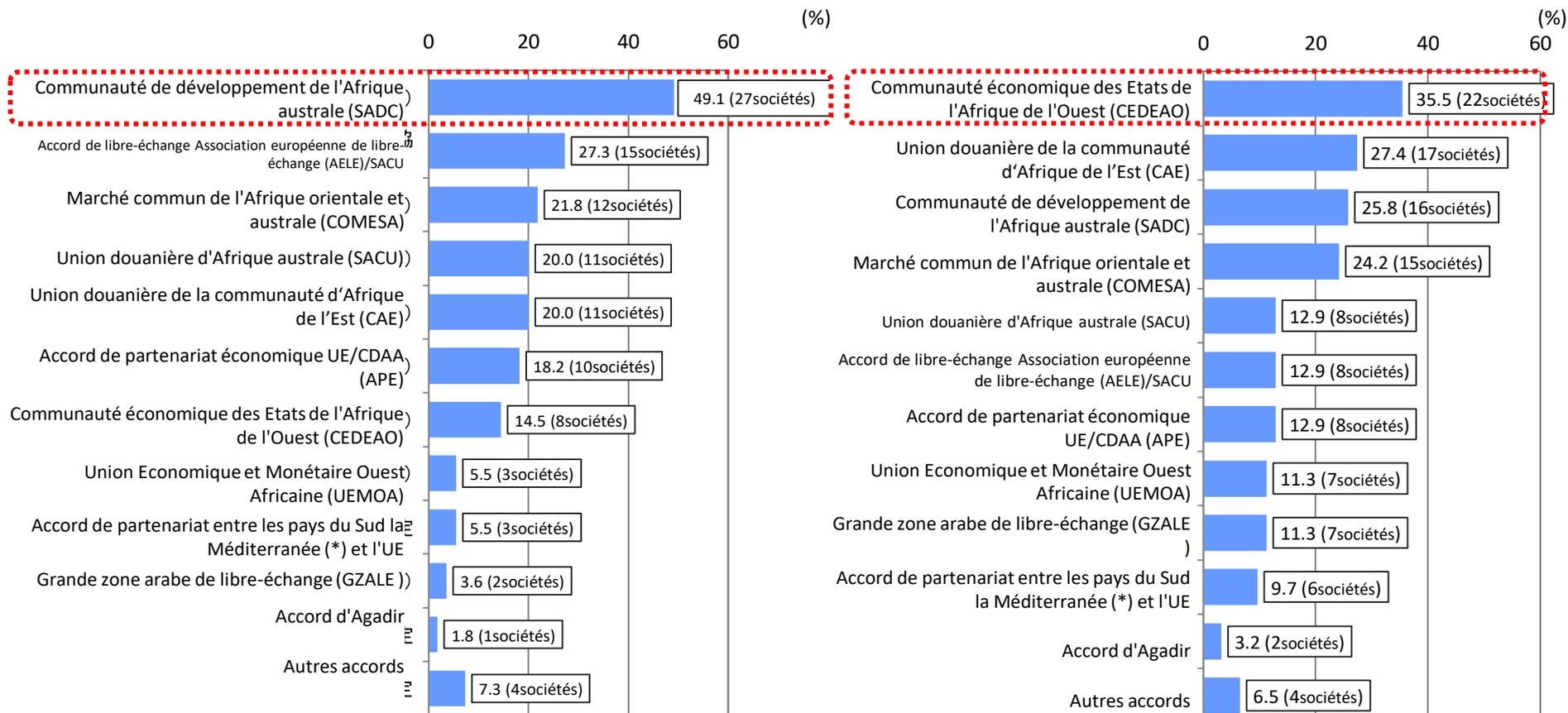
Utilisation des ALE/unions douanières (plusieurs réponses possibles)



Utilisation des ALE/unions douanières (2) : détail des ALE utilisées ou dont l'utilisation est envisagée

ALE/unions douanières utilisées (plusieurs réponses possibles)

ALE/unions douanières dont l'utilisation est envisagée (plusieurs réponses possibles)



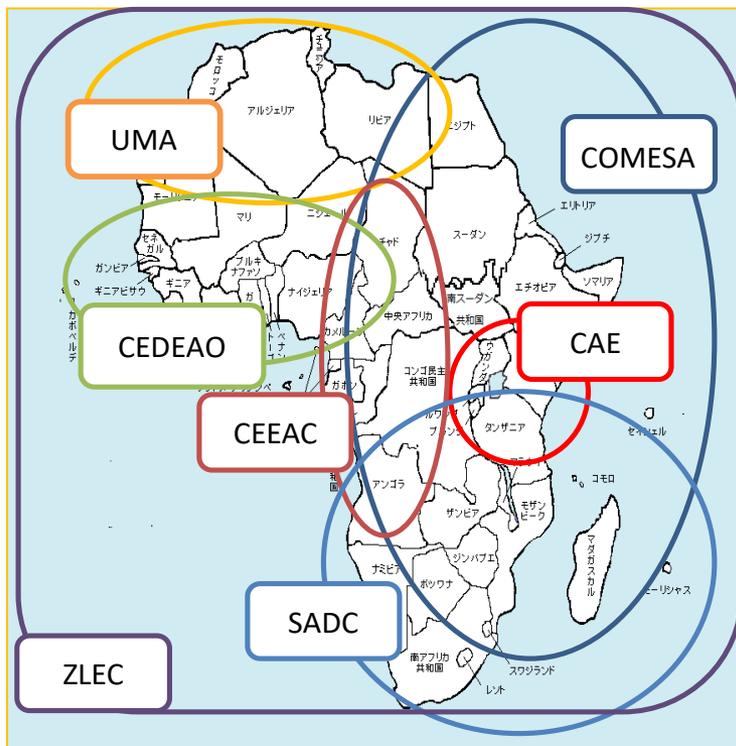
* Egypte, Tunisie, Algérie, Maroc et autres

N=55

* Egypte, Tunisie, Algérie, Maroc et autres

N=62

Pour référence : le développement en Afrique des communautés économiques régionales et de l'intégration économique



Rem : En mars 2018, 44 pays ont signé l'accord portant création de la zone de libre-échange continentale (ZLEC) entre les pays de l'Union Africaine (UA) Rem : La Tunisie et la Somalie ont adhéré à la COMESA en juillet 2018

Dénomination	Adhésion Nombre de pays	Pays membres	Population de la zone	PIB des communautés économiques régionales
			2017	2017
Zone de Libre Echange Continentale (ZLEC) Note : non entré en vigueur	44 signatures	55pays et régions appartenant à l'UA	Env. 1,2 milliards de dollars (Note : cas où les 55 pays de l'UA participent)	Env. 2600 milliards de dollars (Note : cas où les 55 pays de l'UA participent)
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	21	Egypte, Libye, Soudan, Erythrée, Djibouti, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Burundi, Rép. dém. du Congo, Seychelles, Comores, Madagascar, Maurice, Malawi, Zambie, Zimbabwe, Eswatini, Tunisie, Somalie	Env. 540 millions	Env. 719,4 milliards de dollars
Union du Maghreb arabe (UMA)	5	Algérie, Libye, Mauritanie, Maroc, Tunisie	Env. 98 millions	Env. 352,4 milliards de dollars
Communauté d'Afrique de l'Est (CAE)	6	Kenya, Tanzanie, Ouganda, Rwanda, Burundi, Soudan du Sud	Env. 170 millions	Env. 173,2 milliards de dollars
Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	15	Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigeria Sénégal, Sierra Leone, Togo, Côte d'Ivoire	Env. 360 millions	Env. 557 milliards de dollars
Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC)	11	Angola, Gabon, Cameroun, Rép. dém. du Congo, Rép. du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Guinée équatoriale, Tchad, Rép. centrafricaine, Burundi, Rwanda	Env. 190 millions	Env. 263,8 milliards de dollars
Communauté de développement d'Afrique australe (SADC)	15	Tanzanie, Zambie, Botswana, Mozambique, Angola, Zimbabwe, Malawi, Lesotho, Eswatini, Rep. dém. du Congo, Maurice, Namibie, Afrique du Sud, Madagascar, Seychelles	Env. 340 millions	Env. 695,3 milliards de dollars

Source : réalisé par la JETRO sur la base de tous les numéros de l'UNECA, Assessing Regional Integration in Africa, des données des Nations unies et du FMI.

Pays les plus attractifs (1): le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud occupent les trois premières positions du classement depuis quatre années consécutives

- Depuis quatre années consécutives, les trois pays les plus attractifs sont le Kenya, le Nigeria et la Rép. d'Afrique du Sud.
- Le Mozambique (7^{ème} en 2017 → 4^{ème} en 2018), l'Egypte (11^{ème} → 7^{ème}) et le Zimbabwe (16^{ème} → 10^{ème}) ont progressé de manière spectaculaire dans le classement.

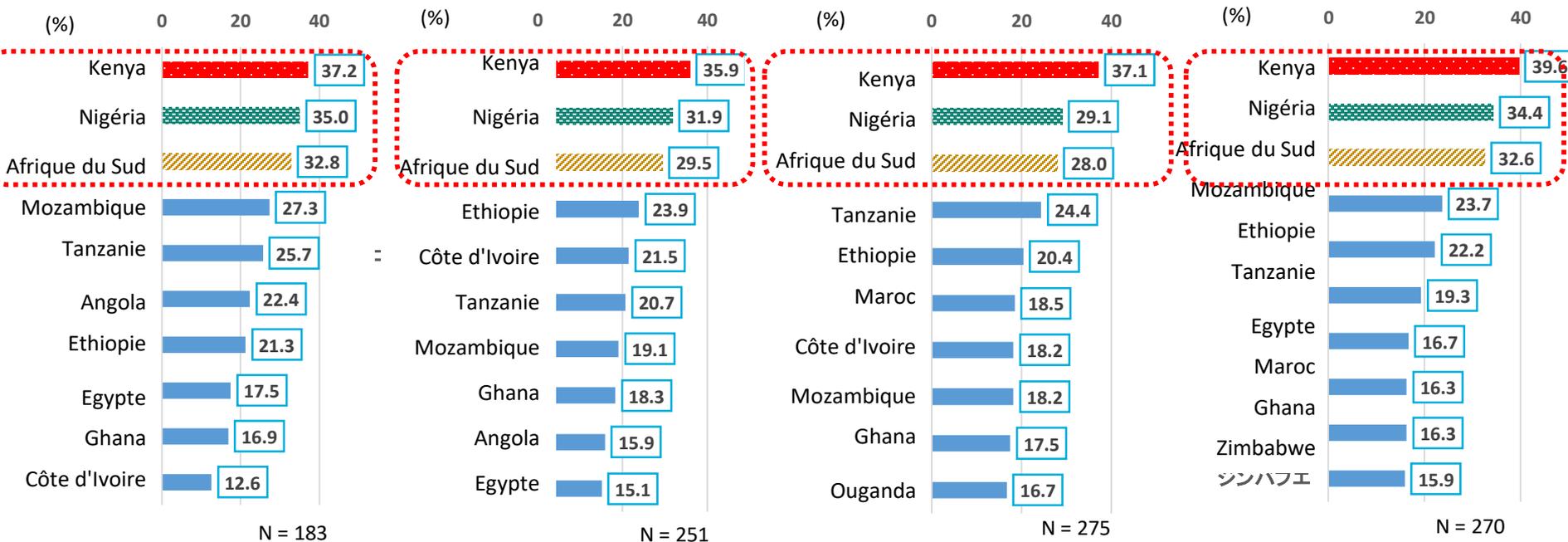
Evolution des 10 pays les plus attractifs (plusieurs réponses possibles)

< Etude 2015 >

< Etude 2016 >

< Etude 2017 >

< Etude 2018 >



Pays les plus attractifs (2) : Extraits de commentaires d'entreprises à propos des 10 pays les plus attractifs

	Pays	Pourcentage (%)	Atouts (commentaires des entreprises)	N = 270
1	Kenya	39,6	Pays central de l'Afrique de l'Est, importance des classes intermédiaires, potentiel de croissance du marché et de développement des industries, vitesse de mise en application des techniques, une technologie de l'information et des start-ups dynamiques, demandes d'énergie et d'infrastructures, personnel qualifié	
2	Nigeria	34,4	Population, potentiel de croissance de cette puissance économique, outre le commerce des matières premières, de nombreuses opportunités d'affaires dans les domaines de l'énergie, de la production, de la logistique, de la vente automobile, des technologies de l'information et des start-ups, pays central de l'Afrique de l'Ouest, marché non exploité	
3	Rép. d'Afrique du Sud	32,6	Un très bon environnement économique au niveau des pays développés, les infrastructures les plus développées d'Afrique, base régionale, de nombreux partenaires de premier ordre, taille du marché, matières premières et industrie automobile, importance des classes moyennes, marché stable présentant peu de risques	
4	Mozambique	23,7	Ressources telles que le gaz naturel ou le charbon, accélération du développement économique suite au début de la production commerciale à grande échelle du gaz naturel, augmentation de la demande en infrastructures concernant les installations portuaires, la logistique et le corridor, d'importantes ressources halieutiques, gouvernement stable et amélioration de ses finances publiques	
5	Ethiopie	22,2	Population et taille du marché, potentiel de croissance de l'économie, coût peu élevé de la main-d'œuvre, élargissement de l'incitation à l'investissement aux industries manufacturières, espoirs suscités par le nouveau gouvernement, assouplissement des restrictions concernant les investissements étrangers, augmentation de la demande en infrastructures telles que les routes et les ponts, besoins élevés en soins médicaux et éducation	
6	Tanzanie	19,3	De ressources abondantes telles que le gaz naturel, croissance économique stable et potentiel de développement, augmentation de la demande en infrastructures concernant l'électricité, le traitement de l'eau, l'exploitation minière et la logistique, développement agricole, augmentation de la demande intérieure due à la croissance de la population	
7	Egypte	16,7	Croissance de la population jeune, potentiel de développement du marché, une forte demande en infrastructures, base de l'Afrique du Nord, simplification législative et douanière, résolution du problème du manque de devises, accélération du développement économique par une nouvelle planification urbaine, ressources touristiques	
8	Maroc	16,3	Position stratégique en tant que point d'entrée en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient, stabilité politique et économique, sécurité, développement des industries liées à l'exportation telles que les activités liées à l'automobile (y compris les véhicules électriques), croissance de la demande en logistique liée au développement de l'industrie manufacturière	
8	Ghana	16,3	Stabilité de l'ordre public, croissance stable sur le long terme, augmentation de la demande en infrastructures concernant l'électricité, le traitement de l'eau, les soins médicaux et l'éducation, base d'exportation vers les pays environnants, émergence des classes moyennes, les infrastructures et le système législatif est relativement développé	
10	Zimbabwe	15,9	Attentes envers la croissance après le changement de gouvernement, attention accordée à la croissance du marché après le rétablissement économique, des ressources inexploitées abondantes, personnel qualifié, contribution au développement économique du retour des expatriés (travailleurs qualifiés compris)	

Pays les plus attractifs (3) : Extraits de commentaires d'entreprises à propos des pays les plus attractifs ayant un classement inférieur à la 11e place

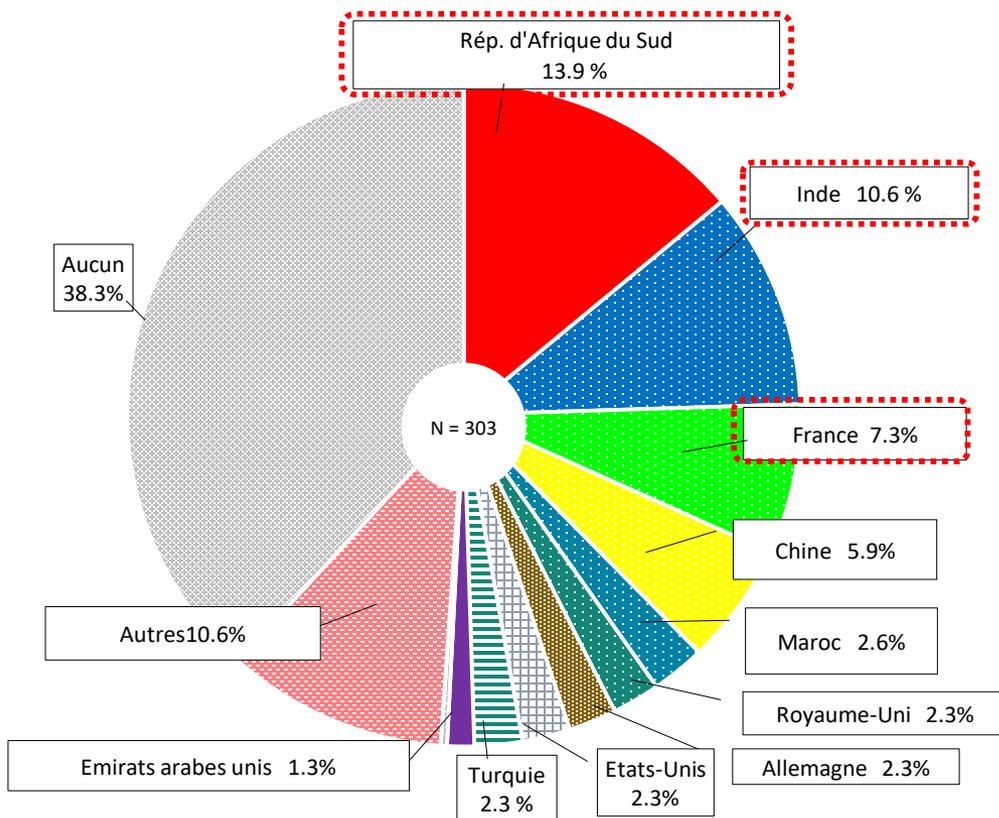
Pays	Atouts (commentaires des entreprises)
Côte d'Ivoire	Base de l'Afrique de l'Ouest francophone, une installation d'infrastructures très rapide et développement économique, environnement économique permettant de devenir le pays central de la zone
Zambie	Développement de l'économie dans les domaines des infrastructures et des ressources, potentiel de développement du marché, fort potentiel agricole
Ouganda	Potentiel de base de production et de vente sur le marché de l'Afrique de l'Est, croissance de la population et du marché, croissance de la demande en infrastructures
Angola	Rétablissement de l'économie suite à l'augmentation du prix du pétrole brut, potentiel de développement du marché, potentiel agricole après déminage, amélioration de la corruption par le nouveau gouvernement
Rép. démocratique du Congo	De nombreux projets de développement de ressources, espérance envers la croissance latente du marché, potentiel agricole (sol très fertile)
Algérie	Le plus grand pays producteur de pétrole de l'Afrique du Nord, attente envers la diversification de l'économie, développement du marché, notamment dans les domaines de l'infrastructure, de la machinerie agricole et de l'automobile
Rwanda	Développement dans les domaines des start-ups et des technologies de l'information, engagement du gouvernement envers une économie fondée sur les technologies de l'information, aide du gouvernement envers l'évaluation de nouvelles entreprises
Maurice	Attente en tant que marché de consommation, potentiel de porte d'entrée de l'investissement en Afrique, un excellent environnement des affaires
Madagascar	Développement des entreprises d'aménagement portuaire et logistique, augmentation de la demande en matériaux de construction et appareils agricoles, potentiel tel que la vanille ou les ressources halieutiques
Cameroun	Développement des ressources naturelles telles que le gaz naturel, croissance du marché, potentiel de l'industrie manufacturière

3. Coopération et concurrence avec les entreprises des pays tiers et attentes envers les aides du gouvernement japonais

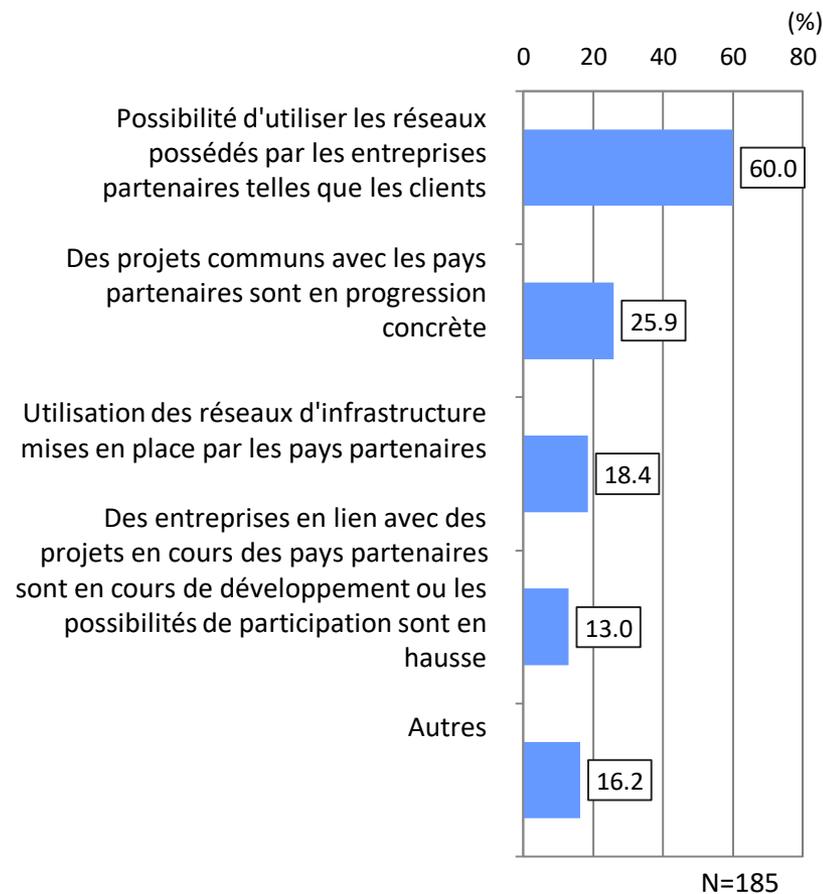
Coopération avec les entreprises des pays tiers : Attentes envers la coopération avec les entreprises sud-africaines et indiennes

- En ce qui concerne la coopération avec les pays tiers, les collaborations avec les entreprises françaises, indiennes, et sud-africaines sont considérées comme prometteuses.
- En ce qui concerne les avantages de la coopération, 60 % des entreprises espèrent « profiter des réseaux des entreprises partenaires ».

Pays faisant l'objet de coopération avec les pays tiers



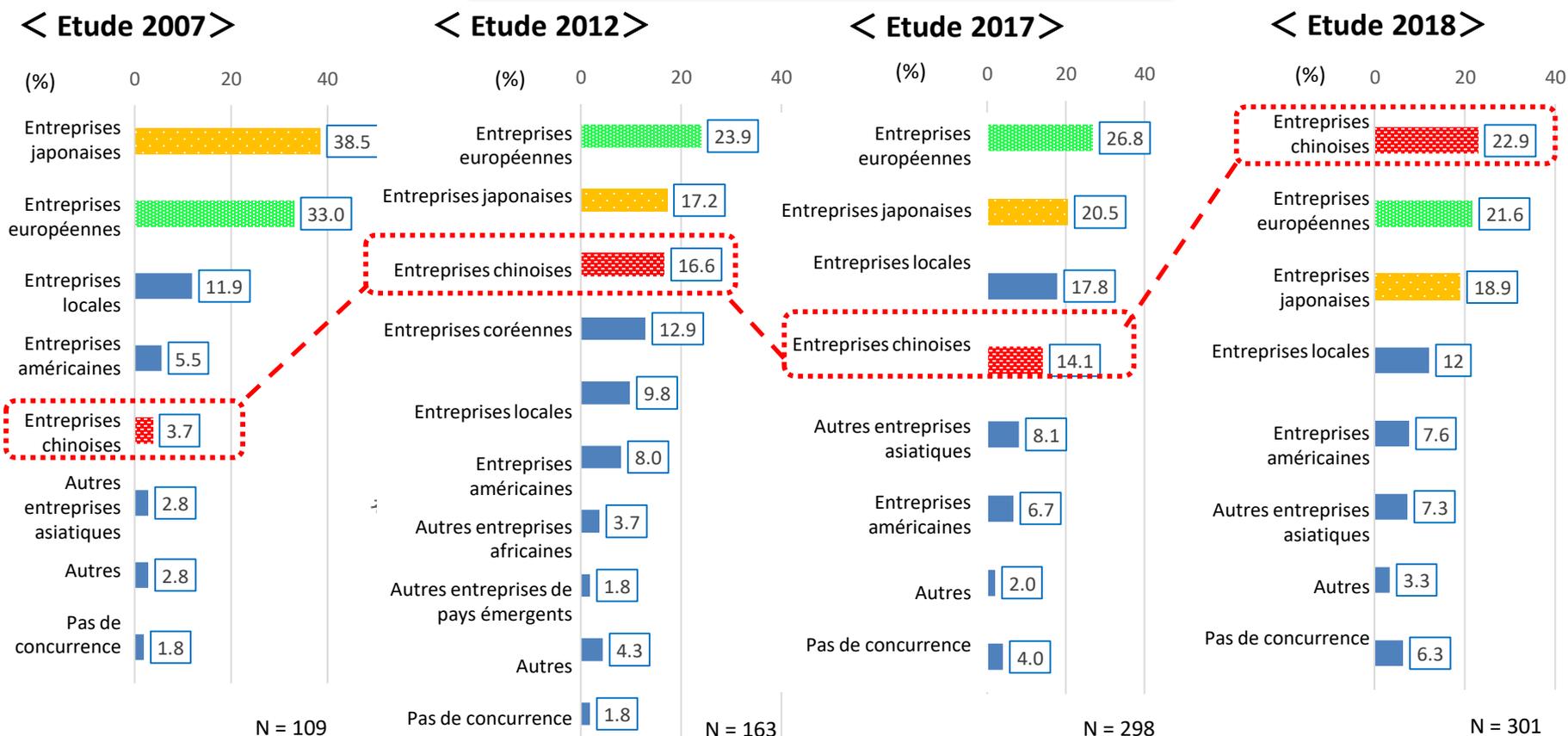
Occasions et avantages (plusieurs réponses possibles)



Concurrence avec les entreprises des pays tiers (1) : Pour la première fois, la Chine se positionne en tant que plus grand concurrent

- En ce qui concerne la concurrence, le pourcentage des sociétés ayant cité les entreprises chinoises est en forte augmentation en 2018 (22,9%) par rapport à 2007 (3,7 %).
- Jusqu'à présent, la plupart des entreprises considéraient que leurs concurrents principaux étaient les entreprises européennes ou japonaises ; lors de cette étude les entreprises chinoises sont cependant arrivées en première position. Ceci arrive pour la première fois depuis les quatre dernières études, ce qui indique clairement l'augmentation de puissance des entreprises chinoises.

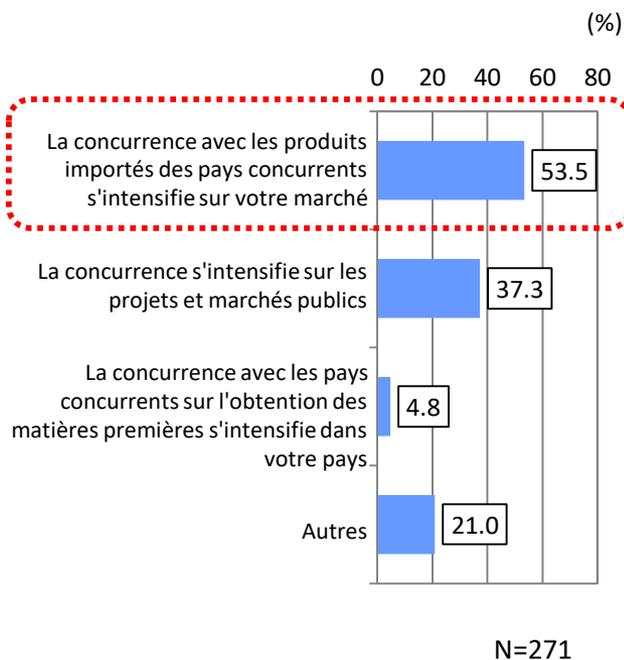
Évolution du pourcentage des entreprises avec lesquelles la concurrence est la plus forte



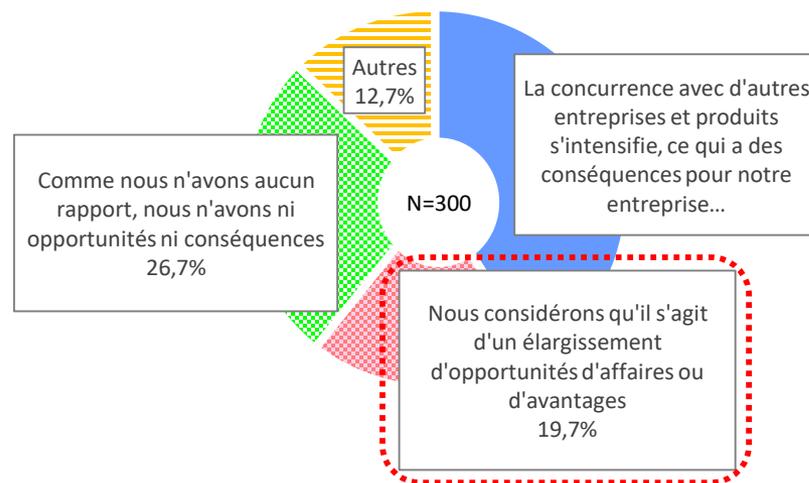
Concurrence avec les entreprises des pays tiers (2) :

- En ce qui concerne les effets induits par les entreprises des pays concurrents, plus de 50 % des entreprises ont cité un accroissement de la concurrence avec les produits importés.
- En ce qui concerne les opinions sur la Chine, si 40 % des entreprises redoutent un « accroissement de la concurrence », 20 % considèrent qu'il s'agit d' « opportunités commerciales ou d'avantages ».

Influence des entreprises des pays concurrents (plusieurs réponses possibles)



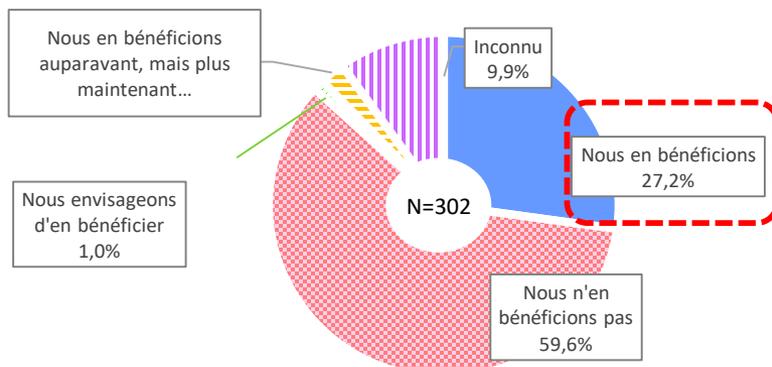
Opinions des entreprises japonaises envers la Chine intensifiant ses relations économiques avec l'Afrique



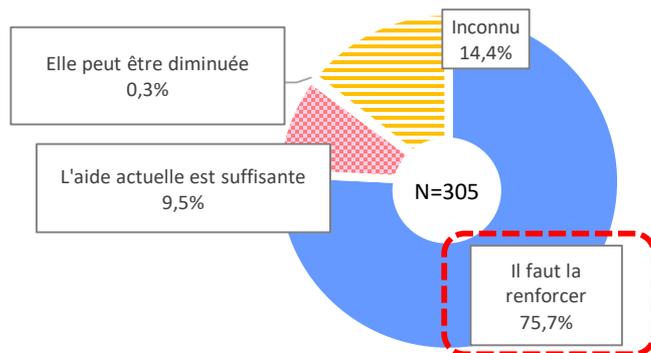
Soutien du gouvernement japonais aux entreprises japonaises: 76 % des entreprises ayant répondu considèrent « qu'il faut le renforcer »

- Le quart des entreprises ayant répondu « bénéficie » de l'aide aux entreprises du gouvernement japonais
- Les 3/4 des entreprises ayant répondu considèrent qu'il faut « renforcer » l'aide aux entreprises.
- « Les demandes envers les gouvernements des pays d'implantation » constituent l'aide dont le besoin est le plus exprimé.

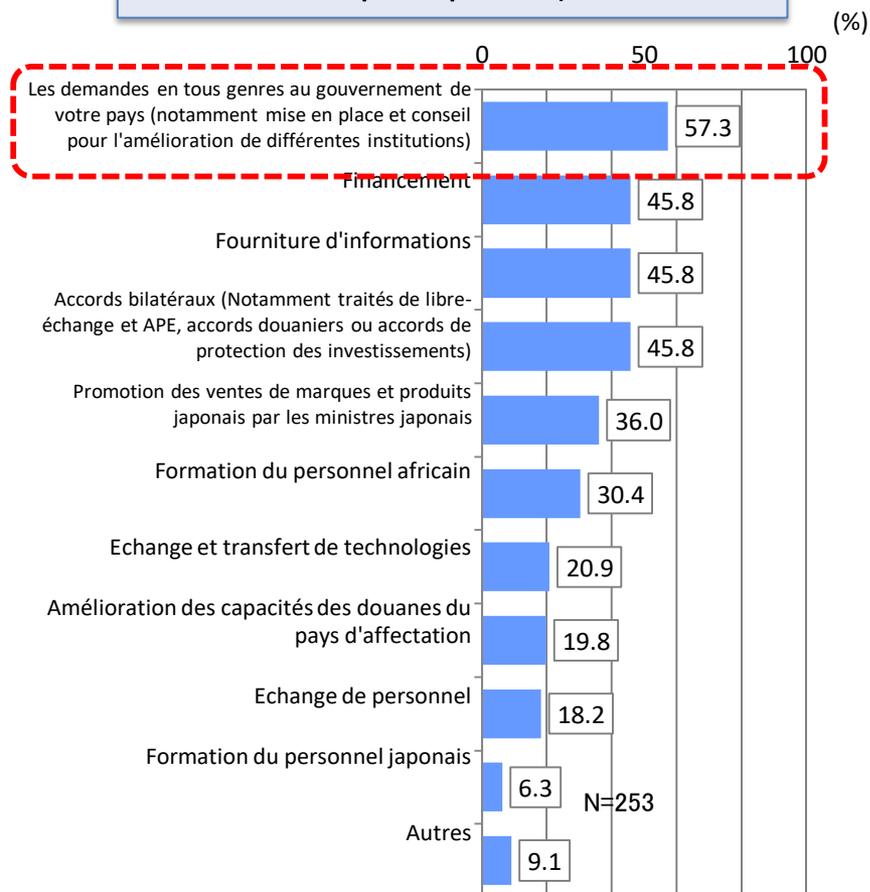
Soutien aux entreprises de la part du gouvernement japonais



Doit-on renforcer l'aide aux entreprises?



Format d'aide souhaité par les entreprises (plusieurs réponses possibles)



Après avoir pris connaissance du présent rapport, nous vous prions de bien vouloir nous accorder un peu de temps pour remplir le formulaire d'enquête (temps nécessaire : environ une minute).

<https://www.jetro.go.jp/form5/pub/ora2/20180036>



Département des études internationales Service du
Moyen-Orient et de l'Afrique
Ark Mori Building 6F, 12-32, Akasaka 1-chome,
Minato-ku
Tokyo 107-6006
Tél : 03-3582-5180
Fax : 03-3582-5309
E-MAIL : ORH@jetro.go.jp

【Clause de non-responsabilité】

L' utilisation des informations contenues dans le présent rapport est soumise au jugement et à la responsabilité de l' utilisateur. JETRO apporte tout son soin à fournir des informations aussi exactes que possible. En cas de préjudice lié à l' usage qui pourrait être fait des informations présentées dans ce rapport, JETRO ne saurait en assumer la responsabilité. Nous vous remercions de votre compréhension.